BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

La Manifestation Internationale du 1er Mai

INTERNATIONALES SOZIALISTISCHES BUREAU

Die Internationale Kundgebung am 1en Mai

INTERNATIONAL SOCIALIST BUREAU

The International Demonstration of the 1st of May

Bruxelles. — Imprimerie Brismée, rue de la Prévôté. 11
1906

BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

La Manifestation Internationale du 1er Mai

Proclamation du B. S. I. pour l'année 1906

SUIVIE D'UNE SÉRIE DE BREFS

Rapports de 14 Partis Affiliés

sur la journée de HUIT HEURES

Proclamation, p. 1. — *Rapports* : Allemagne, p. 5. — Autriche, p. 9. — Belgique, p. 10. — Bohême, p. 11. — Danemark, p. 13. — Etats-Unis, p. 14. — France, p. 19. — Grande-Bretagne, p. 21. — Hollande, p. 23. — Hongrie, p. 24. — Italie, p. 25. — Serbie, p. 27. — Suède, p. 27. — Suisse, p. 29.

INTERNATIONALES SOZIALISTISCHES BUREAU

Die Internationale Kundgebung am 1en Mai

Aufruf des I. S. B. für das Jahr 1906

MIT EINEM ANHANG

Kurzgefasster Berichte von 14 der angeschlossenen Parteien

über den ACHTSTUNDENTAG

Aufruf, s. 30. — *Berichte* : Belgien, s. 35. — Böhmen, s. 36. — Dänemark, s. 38. — Deutschland, s. 39. — Frankreich, s. 43. — Grossbritanien, s. 46. — Holland, s. 48. — Italien, s. 49. — Oesterreich, s. 51. — Serbien, s. 52. — Schweiz, s. 53. — Schweden, s. 54. — Ungarn, s. 56. — Vereinigte Staaten, s. 57.

INTERNATIONAL SOCIALIST BUREAU

The International Demonstration of the 1st of May

Proclamation of the I. S. B. for the year 1906

FOLLOWED BY A SERIES OF SHORT

Reports of 14 affiliated Parties

on the EIGHT HOURS' DAY

Proclamation, p. 63. — *Reports* : Austria, p. 67. — Belgium, p. 68. — Bohemia, p. 69. — Denmark, p. 71. — France, p. 72. — Germany, p. 74. — Great Britain, p. 78. — Holland, p. 79 — Hungary, 81. — Italy, p. 82. — Servia, p. 85. — Sweden, p. 83. — Switzerland, p. 85. — United-States, p. 86.

BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL
SIÈGE : MAISON DU PEUPLE, BRUXELLES

Aux Travailleurs de tous les Pays !

Le Socialisme international a choisi le 1er Mai pour faire, chaque année, dans tous les pays où le prolétariat a pris conscience de ses intérêts de classe, une démonstration dont la forme la plus nette, la plus efficace, est le chômage.

Cette démonstration constitue, pour le capitalisme, un avertissement périodique : les travailleurs lui signifient leur volonté indéfectible de poursuivre leur affranchissement intégral, sans se laisser détourner par les dérivatifs sanglants de guerres entre nations.

C'est l'unité même de ce mouvement, dont le triomphe n'est possible que par le rapprochement de tous les prolétariats, qui fait de la classe ouvrière la force capable de donner au monde la liberté et la paix.

Les travailleurs organisés de tous les pays ont estimé que l'une des conditions essentielles de leur émancipation, c'est, par l'action syndicale et par l'action législative, la réduction du temps de travail, l'établissement de la journée légale maximum de huit heures.

Pour réaliser cette réforme fondamentale, ils ont le droit de compter, non seulement sur leurs propres efforts, mais sur

les conséquences révolutionnaires de l'expansion mondiale du capitalisme.

De plus en plus, l'essor de la grande industrie rend cette limitation des heures de travail à la fois nécessaire et possible, en agglomérant les travailleurs, en intensifiant leur travail, en unifiant les conditions mêmes de la production.

De plus en plus, on reconnaît que la journée de huit heures est indispensable pour assurer la reconstitution normale des forces ouvrières, arrêter la dégénérescence de la race, faire participer les masses prolétariennes à la vie morale et intellectuelle de l'humanité.

Et, contre les résistances égoïstes qui s'opposent encore à cet affranchissement partiel des exploités du capitalisme, condition préalable de leur affranchissement complet, le Socialisme mobilise, dans tous les pays, des armées toujours plus nombreuses et plus combatives.

En Russie, le prolétariat apparaît comme le facteur décisif et la suprême espérance de la révolution. En Autriche, en Hongrie, dans la plupart des états de l'Allemagne, le suffrage universel est à la veille de vaincre. En France, le socialisme unifié puise, dans le rapprochement fraternel de ses militants, de nouvelles énergies. Les organisations des Etats-Unis se préparent à la fusion. Le Labour Party de Grande Bretagne s'oriente vers le socialisme.

Partout les anciens pouvoirs fléchissent. Partout les travailleurs s'unissent contre ceux qui les dominent et les exploitent. Partout la classe ouvrière se rend compte de la nécessité de traduire sa solidarité internationale en actes, pour toutes les fins utiles et par tous les moyens, dans le but de maintenir la paix entre nations et de déjouer les complots belliqueux des gouvernements capitalistes.

Le 1er Mai 1906 symbolise une année glorieuse, féconde par ses résultats, plus féconde encore par les espérances qu'elle engendre.

En participant aux démonstrations qui se préparent, les

travailleurs affirmeront leur volonté de faire que ces espérances deviennent des réalités.

Chômez le 1er Mai !

Manifestez le 1er Mai !

Gloire au travail !

Le Bureau Socialiste International

Allemagne :	A. BEBEL.
	P. SINGER.
Argentine :	A. CAMBIER.
	M. UGARTE.
Australie :	H. DIERKS.
Autriche :	Dr. V. ADLER.
	F. SKARET.
Bohême :	A NEMEC.
	F. SOUCUP.
Bulgarie :	Y. SAKASOFF.
	G. KIRKOW.
Danemark :	P. KNUDSEN.
	C. M. OLSEN.
Espagne :	P. IGLESIAS.
	F. MORA
Etats-Unis :	D. DE LEON.
	M. HILLQUIT.
Finlande :	J. K. KARI.
	Y. SYROLA.
France :	J. JAURÈS,
	E. VAILALNT.
Gde-Bretagne:	H. HYNDMAN.
	J. KEIR HARDIE.
Hollande :	P. TROELSTRA.
	H. VAN KOL.
Hongrie :	J. WELTNER.
	E. GARAMI
Italie :	E. FERRI.
	F. TURATI.
Japon :	S. KATAYAMA.
Luxembourg :	Dr WELTER.
Norwège :	O. KRINGEN.
	Dr A. ERIKSEN.
Pologne :	Dr H. DIAMAND.
	K. KAUTSKY.
Russie :	N. LENINE.
	E.ROUBANOVITCH
Serbie :	N. STOJANOWITSCH
Suède :	H. BRANTING.
	C. WICKMANN.
Suisse :	O. RAPIN.
	J. SIGG.

LE COMITÉ EXÉCUTIF (*Belgique*) :

Edouard ANSEELE. EM. VANDERVELDE.

Camille HUYSMANS, *secrétaire.*

Rapports des Partis Affiliés

SUR

la journée de 8 heures

ALLEMAGNE

LÉGISLATION. — Les lois qui règlent en Allemagne la durée du travail sont :

1° Le code industriel ;
2° La loi protégeant les enfants employés dans l'industrie ;
3° Le code maritime ;
4° La loi sur les mines, en vigueur dans les différents états ;
5° Les ordonnances du Conseil fédéral, basées sur les lois de réglementation des professions.

La vieille loi prussienne sur les professions contenait déjà une interdiction de l'emploi des enfants. Les enfants de moins de douze ans ne pouvaient être employés dans les fabriques, mines, carrières et salines. Les enfants de plus de douze ans, qui étaient encore obligés de fréquenter les écoles publiques, et n'avaient pas dépassé la quatorzième année, ne pouvaient être employés au travail plus de *six heures* par jour. Les jeunes gens de 14 à 16 ans ne pouvaient être employés plus de *dix heures* par jour, et pour ceux-là aussi, l'autorité centrale pouvait réduire la journée à *six heures*, si l'ouvrier était obligé de suivre les cours de l'école.

Ce fut le cas dans le Schleswig-Holstein, où les garçons devaient fréquenter l'école publique jusqu'à l'âge de 14 ans accomplis, les filles jusqu'à l'âge de 15 ans révolus.

Nos camarades réclamaient continuellement une nouvelle limitation de la durée du travail. Déjà en 1869, le Dr J.-B. von Schweitzer, avait, lors de l'examen de la réglementation du travail, demandé une journée normale pour tous les ouvriers. En 1877, nos camarades déposèrent un projet de protection ouvrière dans lequel ils demandaient, — outre l'interdiction du travail du dimanche —, la journée de travail de dix heures.

Les partis bourgeois et principalement le gouvernement s'opposèrent à cette réforme. Bismarck représentait dans les questions

ouvrières le point de vue manchestérien le plus absolu La seule initiative prise pendant son gouvernement, qui dura jusqu'au printemps de 1890, a été une enquête sur le travail du dimanche.

Pour le surplus, sa politique ouvrière se borna à une persécution de la socialdémocratie et au rescrit relatif aux trois législations d'assurance : maladie, accidents et invalidité.

En 1884, nos camarades déposèrent de nouveau un projet de loi de protection ouvrière très étendu, et le Centre se résolut alors également à demander l'extension des lois sociales. Le congrès international de 1889 donna une impulsion particulière à cette question, et, quand il eût rédigé le programme des revendications ouvrières, on remarqua qu'il y avait quelque chose à faire.

Le 4 février 1900 parurent les ordonnances impériales, dans lesquelles il était dit : « Cet examen (de la situation des ouvriers) doit partir de ce principe, qu'il appartient à l'Etat de régler la durée et la nature du travail de telle manière que la conservation de la santé, les préceptes de la moralité, les besoins économiques des ouvriers et leur prétention à l'égalité devant la loi, restent garantis.» Mais, quand on fut obligé de transformer ces propositions en textes législatifs, il y eut une vive opposition de la part des capitalistes, et la royauté sociale capitula devant les rois de l'industrie.

L'amendement au code industriel, qui fut présenté au Reichstag le 6 Mai, se bornait à demander l'interdiction du travail du dimanche, la journée de 11 heures pour les ouvrières et une stipulation d'après laquelle le Conseil fédéral aurait le droit de fixer un maximum d'heures de travail dans les métiers où, par suite d'un labeur trop prolongé, la santé des ouvriers pourrait être menacée. L'enquête du citoyen Bebel, sur la durée du travail dans les boulangeries contribua fortement à faire voter cette résolution (§ 120, e., de la *Gewerbe Ordnung*).

Le travail du dimanche fut réduit à ce point, que les magasins publics ne pouvaient plus être ouverts que pendant cinq heures, les dimanches et jours fériés. Les hôtels et les cafés, ainsi que l'industrie du transport ne sont pas soumis à cette loi. En outre, le travail est autorisé dans les exploitations dont la nature exige un travail ininterrompu, c'est-à-dire lorsque le chômage peut occasionner des pertes disproportionnées, et en outre, dans les entreprises dont l'exercice comporte, comme force motrice, une force hydraulique irrégulière ou bien le vent.

L'autorisation de faire travailler le dimanche est accordée, pour les industries citées nominativement dans la loi, par décision

du Conseil fédéral, les autres exceptions par l'autorité centrale de chaque Etat, et, pour une durée de quelques jours, par la police.

Dans les autres cas, le travail de dimanche est interdit et l'interdiction est assez bien appliquée. Mais toute la législation de protection ouvrière n'englobe que l'Industrie, le Commerce et le Transport. L'Agriculture n'y est pas soumise.

Le travail dans les fabriques est interdit aux enfants de moins de *treize* ans ; pour les femmes, on admet la journée de 11 heures, mais on leur interdit tout travail de nuit, ainsi qu'aux jeunes personnes.

Le Conseil fédéral n'a fait qu'un usage très restreint du droit que lui accorde l'ordonnance de réduire la durée du travail journalier. Le 4 mars 1896, il parut une ordonnance par laquelle la journée de travail pour les boulangers a été fixée à 12 heures, et respectivement à 11 et 10 heures pour leurs apprentis. Le 26 avril suivit une ordonnance identique, applicable aux moulins à blés. Ici, l'on prescrivait un repos quotidien de 8 heures. Alors suivit une semblable réglementation pour les garçons et cuisiniers dans les hôtels et débits de boissons, par laquelle il leur est accordé huit heures de repos par jour et un jour de congé par quinzaine.

Une quantité d'ordonnances concernent particulièrement les industries insalubres dans lesquelles, dans certains cas, la durée du travail est réduite.

Dans les fours Thomas, la durée du travail ne peut dépasser 10 heures, si le travail est interrompu par des repos, et 8 heures s'il n'est pas interrompu. Dans les salles de vulcanisation des fabriques de caoutchouc, le travail ne peut, d'après une ordonnance du 1er mars 1902, dépasser deux fois deux heures par jour, lorsque dans la vulcanisation on emploie du sulfure de carbone.

Dans les carrières et les ateliers pour la taille de pierre, la durée de travail ne peut dépasser 10 heures pour le travail d'extraction et 9 heures pour la taille.

Dans les fabriques de couleurs de plomb, la durée de travail ne peut dépasser 12 heures.

Dans les fabriques d'accumulateurs, les ouvriers occupés au mélange et à l'enduit des matières nécessaires au remplissage ne peuvent travailler plus de 8 heures, quand le travail est interrompu de repos, et de 6 heures lorsqu'il n'y a pas de repos.

Une série d'ordonnances ne concernent que des prescriptions sur les ateliers, sur la disposition des établissements, les méthodes de travail, etc., mais elles négligent la durée du travail. De telles ordonnances ont été promulguées pour les fabriques de cigares, les fabriques d'alcali et de chromate, les usines de zinc, les

verreries, etc. Le 9 juillet 1900, les stipulations des § 135 à 139 b (interdiction du travail des enfants, la journée de 10 heures pour les jeunes gens de 14 à 16 ans, la journée de 11 heures pour les hommes et l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes ouvriers) ont été également étendues aux ateliers dans lesquels on emploie des moteurs. Plus tard, ces prescriptions ont été également mises en vigueur dans les ateliers de confection et lingerie.

Par un amendement au code industriel du 30 juin 1900, il a été ordonné que les magasins publics devront être fermés le soir à 9 heures, et que les employés de ces maisons avaient droit, dans les communes de 20,000 habitants et plus, à un repos de 11 heures, et dans les communes plus petites, à un repos de 10 heures.

Une loi du 23 mars 1903 limite le travail des enfants dans toutes les exploitations industrielles, ainsi que le travail des enfants employés comme garçons de course dans les exploitations de commerce et de transport.

Le code maritime, dans sa rédaction en vigueur depuis 1903, stipule que sur les steamers transatlantiques il doit y avoir 3 équipes de quart pour le chauffage et les machines, et que le travail aux machines et à la chaudière ne peut dépasser deux fois quatre heures par jour. Quand le navire est à l'ancre dans le port, les marins ne peuvent être employés plus de 10 heures, et sous les tropiques, pas plus de 8 heures. Un travail plus long doit être considéré comme supplémentaire et rémunéré extraordinairement. Le dimanche, le marin ne peut être employé qu'à des travaux indispensables.

Il n'est pas possible, malheureusement, de déterminer, si et dans quelle mesure les associations professionnelles ont inscrit dans leurs prescriptions destinées à éviter les accidents, une limitation des heures de travail. Ces prescriptions doivent, il est vrai, être approuvées par l'Office des Assurances de l'Empire et ne peuvent être mises en vigueur, sans le consentement de cet organisme. Elles sont publiées également par les associations professionnelles, mais il n'existe pas de codification de ces documents.

Les stipulations protectrices du code industriel sont applicables aux mineurs, de même que la majeure partie de la législation sur les assurances. Mais les questions principales sont réglementées par les lois minières de chaque état fédéral. Et ici de nouveau, c'est la Prusse et la Saxe qui entrent surtout en ligne de compte. Dans les autres états, il n'est que des lignites et des calis. Le nombre de personnes, employées dans les charbonnages, dans les salines et dans les tourbières s'élevait en 1895, sur 567,753

recensés, à 487,024 en Prusse, à 32,458 en Saxe. La loi sur les mines en Prusse stipule que dans les exploitations où la température dépasse régulièrement 28 degrés C., le travail ne peut durer plus de 6 heures.

Le Comité Directeur du Parti Socialdémocrate d'Allemagne.

AUTRICHE.

La loi du 8 mars 1885 stipule que dans les entreprises industrielles, exploitées en fabriques, la durée du travail, non compris le repos, ne peut dépasser 11 heures sur 24 heures pour les ouvriers adultes.Il n'existe pas de limitation légale de travail dans la petite industrie (exploitations de moins de 20 ouvriers et sans machine).

La durée de travail, pour les jeunes apprentis entre 12 et 14 ans révolus, ne peut dépasser quotidiennement 8 heures. La loi stipule en outre que les jeunes apprentis et les femmes ne peuvent être employés à des travaux industriels réguliers pendant la nuit, c'est-à-dire entre 8 heures du soir et cinq heures du matin. Cependant le ministre du commerce, d'accord avec le ministre de l'intérieur, peut autoriser les fabriques de faire travailler la nuit les jeunes apprentis de 14 à 16 ans accomplis ainsi que les femmes. Ces prétendues exceptions ne sont pas seulement fréquentes: elles constituent la règle.

Depuis 1885 on n'a pas réglé légalement la durée du travail, excepté pour les ouvriers employés dans les charbonnages. C'est la grande grève des mineurs du commencement de l'année 1900, qui obligea le gouvernement à présenter au parlement un projet concernant cette catégorie de travailleurs. Ce projet stipule, notamment, que la durée de la tâche quotidienne, pour les ouvriers des charbonnages travaillant dans la fosse, ne peut dépasser *neuf* heures, y compris la descente et la remonte. Cette loi a été adoptée par le parlement le 24 mai 1901.

Nous ne possédons malheureusement pas de statistiques suffisantes sur la durée du travail dans les exploitations industrielles. La journée de travail la plus fréquente s'élève à *10 heures*. La journée de *11 heures et plus* ne se rencontre plus que dans les petites communes de province, et là même, les organisations ouvrières — spécialement pendant ces dernières années — ont soutenu des luttes couronnées de succès pour la réduction des heures de travail.

Dans les fabriques de Gratz, la durée de travail oscille entre *8 3/4 heures* et *9 heures* maximum. La réduction des heures de

travail à *9 heures* par jour a été obtenu également dans quelques autres professions. Mais ici aussi, ce fait ne s'est produit que dans les grands centres industriels, grâce à l'organisation syndicale et grâce aux luttes économiques menées par elle. La journée de 8 heures n'existe que dans quelques exploitations isolées.

SKARET
(au nom du Parti Ouvrier Socialdémocrate d'Autriche)

BELGIQUE.

LÉGISLATION. — La loi du 13 Décembre 1889, sur le travail des enfants et des femmes âgées de moins de 21 ans, fixe la durée maximum du travail des personnes protégées à 12 heures, dans les mines, manufactures, fabriques, etc. Le gouvernement peut, par arrêté royal, limiter plus étroitement la durée du travail. C'est ainsi que, par une série d'arrêtés, postérieurs à la loi, la durée maximum du travail a été fixée à 11 heures par jour dans l'industrie du lin, du chanvre et du jute; à soixante-six heures par semaine, dans l'industrie du coton (1904); à onze heures et quart dans l'industrie lainière (1892); à dix heures dans les papeteries (1903); à dix heures 1/2 dans les fabriques d'allumettes (1892); à douze heures dans les briqueteries, etc.

Aucune disposition légale ne limite la durée du travail des hommes et des femmes adultes, sauf la loi qui entrera en vigueur le 1er juillet 1906, interdisant le travail du dimanche, pour les ouvriers, et donnant une demi-journée de repos aux employés de commerce.

Des propositions de loi limitant la durée du travail des adultes ont été admises, en principe, par la Section centrale de la Chambre des représentants, mais le gouvernement oppose sa force d'inertie à toutes les tentatives de les faire discuter.

DURÉE DE TRAVAIL. — Les derniers chiffres officiels nous sont fournis par le recensement industriel du 31 Décembre 1896, publié par le gouvernement en 1902.

D'après ce document, dont on peut trouver une analyse détaillée dans la *Revue d'Economie politique* (1902, p. 576 et s.), sur 600,000 ouvriers industriels (chiffres ronds) dont la durée de travail (repos déduits) a pu être déterminée, c'est-à-dire pour les neuf dixièmes de la population ouvrière belge :

70,000 soit un peu plus du dixième travaillaient moins de 10 h.
215,000 soit un peu plus du tiers travaillaient 10 heures environ

95,000 soit environ le sixième travaillaient 10 heures 1/2
100,000 soit environ le sixième » 11 heures
125,000 soit un peu plus d'un cinquième travaillaient plus de 11 heures.

La journée la plus fréquente, toutes industries réunies, était donc la journée de 10 heures. La journée de huit heures s'appliquait à 27,000 ouvriers, soit à 4 p.c. de l'ensemble. La journée supérieure à 11 heures n'était point rare; elle était la règle pour plus du cinquième des ouvriers.

D'après le dernier recensement, quelques réductions ont été obtenues par l'effort syndical. Les diamantaires d'Anvers, par exemple, ont imposé aux patrons la journée de dix heures; il en a été de même pour les ouvriers des grands tissages à façon de Verviers; à la suite d'une grève de treize semaines (1905), les fileurs de coton gantois ont obtenu une légère réduction. Le Congrès syndical du 25 décembre 1905 a décidé d'organiser un mouvement dans tout le pays pour la réduction des heures de travail, par l'action combinée de la loi et des associations ouvrières.

EM. VANDERVELDE
(au nom du Parti Ouvrier Belge.)

BOHÊME

LÉGISLATION. — Dans les *fabriques*, on a introduit la journée de *11 heures* et dans les *mines* la journée de *9 heures*. Les heures de travail supplémentaire ne sont tolérées dans les exploitations industrielles et minières que dans les cas urgents et avec l'assentiment de l'autorité. Pendant les heures de travail, il doit y avoir des pauses d'au moins une heure et demie dont une heure, si possible à midi. Le ministre du commerce peut admettre des diminutions de ces repos dans certaines exploitations, et, surtout là, où l'interruption du travail n'est pas possible.

Il est interdit d'employer aux travaux industriels réguliers les enfants âgés de moins de douze ans révolus. Entre douze et quatorze ans, ils ne peuvent être employés que pour autant que le travail ne nuise ni à leur santé, ni à leur développement corporel, ni à la fréquentation scolaire. Mais en aucun cas, la durée de travail ne peut excéder huit heures par jour. Dans les fabriques, le travail des enfants est totalement interdit.

Le ministre du commerce et le ministre de l'intérieur sont obligés de dresser la liste des travaux industriels dangereux et

nuisibles, dans lesquels les ouvriers n'ayant pas plus de seize ans et les femmes ne peuvent être employés ou peuvent l'être seulement à certaines conditions.

Les femmes ne peuvent être employées au travail que quatre semaines après leur accouchement.

Les jeunes ouvriers, âgés de moins de 16 ans, ne peuvent être employés directement à des occupations industrielles la nuit. Le ministre du commerce a autorisé certaines fabriques, en vertu du droit que lui accorde la loi, d'employer les jeunes ouvriers pendant la nuit. Il a agi de même en ce qui concerne le travail de nuit des femmes. La durée totale de travail des personnes, dont le travail de nuit est autorisé par le gouvernement, ne peut dépasser onze heures sur vingt-quatre.

On a introduit aussi, légalement, *le repos dominical*, dont un petit nombre seulement d'industries et d'exploitations ne bénéficient pas, par exemple, l'industrie des comestibles, les industries où l'interruption de travail occasionnerait de grandes pertes, et les industries où les ouvriers travaillent en deux équipes. Dans les exploitations où les ouvriers travaillent le dimanche plus de trois heures, on doit leur donner un autre jour ou à deux jours différents, chaque fois six heures de repos : c'est ce qu'on appelle le *repos compensatoire*. Le repos dominical a été introduit en principe dans toutes les entreprises industrielles ; il doit commencer au plus tard à 6 heures du matin et avoir une durée d'au moins 24 heures. Les jours fériés, le travail doit être réglé de telle façon, que les ouvriers puissent assister, le matin, aux offices religieux de leur culte.

Dans les exploitations commerciales de Prague et dans le rayon de police comme dans les communes limitrophes de Vysocan et de Radlitz, le repos du dimanche complet a été introduit par une ordonnance du Gouverneur de Bohême.

Seuls les magasins alimentaires les marchands de victuailles, les bouchers, et les charcutiers, peuvent rester ouverts jusque 9 heures avant-midi ; en province, les magasins peuvent rester ouverts jusque 11 heures du matin.

La durée de travail est encore réglée en Bohême d'une manière extra légale, c'est-à-dire, par la force même des organisations ouvrières. Bien que la journée normale et légale de travail dans les fabriques soit de 11 heures et soit illimitée dans la petite industrie, les ouvriers ont conquis la journée de 10 heures dans presque toutes les fabriques. Il en a été de même, dans une mesure considérable, dans les petites exploitations. Dans de nombreuses industries, la durée de travail est encore plus courte.

Les ouvriers de la petite industrie ont la journée de travail la plus longue. Elle s'élève à *onze* heures et elle est souvent plus longue encore, par exemple, chez les cordonniers, les tailleurs, les charcutiers dans de nombreuses boulangeries, etc., de même que chez les employés de commerce. Il n'existe pas de statistique officielle sur la durée de travail des différentes catégories ouvrières en Bohême.

D'après des relevés privés, environ 200 plafonneurs et modeleurs de Prague ont obtenu la journée de *huit* heures ; plus de 9000 ouvriers des ateliers de construction de Prague et alentours ont conquis la journée de *neuf* heures. En outre, 2600 ouvriers du livre pour toute la Bohême, environ 700 lithographes de Bohême, 1000 ébénistes de Prague, ainsi que 51,000 mineurs de Bohême ont la journée de *neuf heures*. Les relieurs de Prague et alentours, au nombre de 2148, ont la journée de 9 1/2 h.

Le nombre d'ouvriers travaillant quotidiennement 10 heures, 11 heures et plus n'est pas établi par la statistique.

ANTON NEMEC. FRANZ SOUKUP
(au nom de la Socialdémocratie Tchéco-Slave.)

DANEMARK

La durée du travail était la suivante :

	En 1872	En 1884	En 1899	En 1903
Plus de 11 heures	30.9	17,7	8.05	4,3
Plus de 10 heures	93,8	69,3	7,53	8
10 heures.	5,7	26,5	70,70	60,6
Moins de 10 heures . . .	0,5	4,2	13,72	27,1

Pour plus de détails, concernant la situation de 1903-1904, on peut s'en référer à l'Inspection ouvrière, dont l'enquête officielle, englobant 76,706 ouvriers et répartis en 4,504 entreprises, a relevé ce qui suit :

3292	ouvriers,	soit 4,3	sur 100,	travaillaient	11 heures ou plus par jour.
6173	»	8	»	»	10 1/2 par jour.
46448	»	60,6	»	»	10 »
7602	»	9,9	»	»	9 1/2 »
8963	»	11,7	»	»	9 »
4228	»	5,5	»	»	8 1/2 ou moins par jour.

Le plus grand nombre des travailleurs doivent travailler *dix heures ou moins*. La petite minorité seulement travaille plus de dix heures.

Quant aux industries, la plus favorisée au point de vue des courtes journées est l'*imprimerie*.

La moins favorisée est la verrerie et les industries connexes.

(D'après une note d'OLSEN, délégué de la *Démocratie Socialiste* de Danemark.

ETATS-UNIS

D'après le rapport du Bureau Fédéral du Travail, il est des lois sur les huit heures de travail dans 31 des 45 états de l'Union, en outre dans divers territoires et dépendances et dans les Etats-Unis eux-mêmes. Mais ces lois ne sont ni uniformes ni complètes, comme on pourrait le croire à première vue. Voici un relevé officiel relatif à la question :

«ARIZONA. — Les huit heures de travail sont imposées dans toutes les mines et exploitations souterraines.

ARKANSAS. — Huit heures constituent une journée normale dans les travaux relatifs aux voies publiques, aux chaussées et aux ponts.

CALIFORNIE. — Les huit heures de travail sont considérées comme journée légale, excepté quand le contrat entre parties stipule expressément le contraire. Le temps de travail, pour tous les artisans, ouvriers et mécaniciens employés dans les travaux publics de l'Etat ou exécutés pour lui ou pour toute autre subdivision politique de l'Etat, — que ce travail soit exécuté par contrat ou autrement, — est limité à huit heures par journée de 24 heures, et une stipulation qu'aucun artisan, ouvrier ou mécanicien employé par le contractant ou sous-contractant, ne pourra être forcé ni avoir la permission de travailler plus de huit heures par jour, excepté dans les cas d'urgence, sera prévu dans tous les contrats dans lesquels l'Etat ou une subdivision politique de cet état intervient comme partie.

COLORADO. — Les huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les ouvriers employés par l'Etat, par les comtés, par les juridictions urbaines, par les districts scolaires, par les municipalités, par les villes incorporées, ainsi que pour les ouvriers occupés dans les mines et travaux souterrains, de même que dans les hauts-fourneaux et dans les raffineries.

CONNECTICUT. — Huit heures de travail constituent la journée légale, à moins que les contrats n'en disposent autrement.

DELAWARE. — Huit heures de travail constituent une journée légale de travail pour les employés municipaux dans la ville de Wilmington.

DISTRICT DE COLOMBIE. — Huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les ouvriers et mécaniciens employés par le district de Colombie ou au nom de celui-ci.

HAWAÏ. — Huit heures de présence réelle constituent une jour-

née normale pour tous les mécaniciens, commis, ouvriers et autres employés aux travaux publics ou dans les bureaux publics.

IDAHAO. — Huit heures de travail réel constituent une journée légale dans tous les travaux relevant de l'Etat, des comtés ou des municipalités.

ILLINOIS. — Huit heures de travail constituent une journée légale dans tous les établissements où l'on fait usage de machines, excepté dans les fermes et à moins que les contrats ne stipulent le contraire ; cette stipulation ne s'applique pas au travail payé à la journée, à la semaine ou au mois, et elle ne peut empêcher de contracter pour des prestations d'heures plus longues. Huit heures constituent une journée normale pour les personnes employées au travail sur les voies publiques.

INDIANA. — Huit heures de travail constituent une journée légale pour toutes les catégories de mécaniciens, artisans et ouvriers, excepté pour ceux qui sont occupés aux travaux agricoles ou domestiques. Le sur-travail par consentement et pour une rémunération extraordinaire est autorisé. Il est absolument interdit d'employer au travail plus de huit heures par jour des personnes âgées de moins de 14 ans.

IOWA. — Huit heures de travail constituent une journée normale sur les voies publiques.

KANZAS. — La journée de huit heures est appliquée à tous les ouvriers mécaniciens ou autres personnes employées par l'Etat, le comté, la circonscription urbaine, la municipalité, ou au nom de ceux-ci.

MARYLAND. — Il est interdit de faire travailler plus de huit heures les mécaniciens ou ouvriers employés par ou au nom de la ville de Baltimore.

MASSACHUSETTS. — Huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les artisans, ouvriers et mécaniciens employés par les cités et villes de la communauté, ou en leur nom, à condition que ce statut soit accepté par une majorité d'électeurs présents et votant sur cette question à une élection générale.

MINNESOTA. — Huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les ouvriers, artisans et mécaniciens employés par ou au nom de l'Etat, que le travail soit exécuté par contrat ou autrement.

MISSOURI. — Huit heures de travail constituent une journée de travail légale. Mais cette loi n'empêche pas de contracter pour un

travail plus long ou plus court, et elle ne s'applique pas aux ouvriers et gens de service occupés par les fermiers ou autres exploitants agricoles. Il est illégal, pour les employeurs, de faire travailler plus de huit heures par jour les personnes qu'ils emploient dans les mines.

MONTANA. — Huit heures constituent une journée légale pour les personnes engagées pour faire manœuvrer ou pour manier une machine à mouvement direct ou une machine à engrenage ou mouvement indirect dans les mines employant aux travaux souterrains quinze hommes ou plus, lorsque la tâche du chauffeur est accomplie par la personne engagée dans ces conditions ; il en est de même pour le mécanicien, dirigeant une machine fixe à 50 chevaux et plus. quand cet homme doit surveiller ou contrôler une ou des chaudières outre ses autres occupations. La loi s'applique seulement au matériel d'exploitation mû à la vapeur lorsque celui-ci est à travail continu ou bien est en mouvement 16 heures et plus sur 24 heures ; elle ne s'applique pas non plus aux personnes occupées à une machine plus de huit heures sur 24 pour remplacer un autre employé dans les cas de maladie ou pour des causes imprévues. Huit heures constituent une journée de travail sur les routes et les chaussées.

NEBRASKA. — Huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques et dans les travaux publics ressortissant des villes de première classe.

NEVADA. — La journée de travail est de huit heures dans les travaux sur voies publiques, dans les mines souterraines, dans les fonderies, et dans toutes les entreprises dépendant de l'Etat, des comtés ou des gouvernements municipaux ou subsidiées par eux.

NEW-MEXICO. — La journée de huit heures est appliquée aux travaux des voies publiques et des chaussées.

NEW-YORK. — Huit heures constituent une journée de travail pour toutes les catégories d'ouvriers employés, excepté dans les travaux de fermes ou dans les travaux domestiques.

Le sur-travail est permis contre paiement supplémentaire, excepté dans les travaux exécutés par ou pour le compte de l'Etat ou par une corporation municipale ou par les contractants ou sous-contractants des corps prémentionnés. La loi s'applique aux travailleurs occupés par l'Etat ou par les municipalités ou par les personnes contractant pour un travail d'Etat, et chaque contrat, dans lequel l'Etat ou la corporation municipale est une des parties, contiendra une stipulation d'après laquelle aucun artisan, ouvrier ou mécanicien occupé par le contractant ou le sous-contractant, ne

pourra travailler ni être forcé de travailler plus de huit heures par jour de 24 heures, excepté dans les cas d'urgence extraordinaire.

Ohio. — Huit heures constituent une journée de travail dans tous les contrats, dans les entreprises d'usines, de fabriques et de mines, à moins qu'il n'en soit expressément stipulé autrement dans la convention.

Oklahoma. — Huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques.

Oregon. — Les huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques.

Pennsylvanie.—Huit heures de travail sont considérées, comme journée légale dans tous les travaux et services payés à la journée où il n'y a pas d'entente ou de contrat stipulant le contraire. Ceci ne s'applique pas au travail agricole ou aux gens de services payés à l'année, au mois ou à la semaine. Huit heures sur 24 constituent une journée de travail pour tous les mécaniciens, artisans, et ouvriers employés par l'Etat ou par les corporations municipales ou engagés d'une autre manière en vue de travaux publics ; cette stipulation s'applique aux mécaniciens, artisans, ou ouvriers employés par l s personnes qui contractent avec l'Etat ou avec les corporations municipales pour l'exécution d'un travail public.

Portoricco. — Aucun ouvrier ne pourra être forcé de travailler plus de huit heures par jour dans les travaux publics.

Dakota Méridional. — La journée de travail est fixée à huit heures sur les voies publiques.

Tennessee. — idem.

Texas. — idem.

Utah. — Huit heures constituent une journée de travail dans tous les travaux publics, dans toutes les mines et tous les travaux souterrains, dans les fonderies et dans tous les autres établissements transformant ou épurant le minerai.

Virginie Orientale. — Huit heures de travail constituent une journée de travail pour tous les ouvriers artisans et mécaniciens employés par ou au nom de l'Etat.

Washington. — Huit heures sur 24 constituent une journée normale dans tous les travaux exécutés pour le compte de l'Etat, des comtés ou des municipalités ; dans le cas d'urgence extraordinaire, le sur-travail est autorisé à condition que l'on paie un sur-salaire.

WISCONSIN. — Dans tous les contrats de travail des manufactures ou établissements mécaniques, où il n'y a pas de stipulation contraire, la journée de travail est fixée à huit heures ; mais la loi ne s'applique pas au contrat de travail, quand ce dernier est rémunéré à la semaine, au mois ou à l'année. — Dans toutes les fabriques, usines ou autres établissements destinés à des travaux mécaniques ou à des manufactures, les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être forcés de travailler plus de huit heures par jour. — Huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques.

WYOMING. — Huit heures de travail réel constituent la journée légale dans toutes les mines et dans tous les travaux de l'Etat et des municipalités.

ETATS-UNIS. — Huit heures constituent la journée de travail pour tous les artisans, ouvriers et mécaniciens employés par ou au nom des Etats-Unis. »

Comme on le remarquera par la lecture de ce relevé, dans un grand nombre de cas, si pas dans tous, les deux parties contractantes, employeur et employé, peuvent insérer dans leurs conventions des stipulations qui ne cadrent pas avec la loi. Ce trait caractéristique, partout où il se trouve, rend la loi virtuellement inopérante.

Quant à la réduction des heures de travail, considérée comme résultat de grèves, il serait assez aventureux d'en parler.

Dans mon rapport annuel de 1905, publié récemment par le Bureau, j'ai esquissé les faits qui concernent les rapports du capitalisme avec l' « American Federation of Labour ». Comme complément de ce que je disais alors, j'ajouterai que souvent il est presque impossible de déterminer quelle a été l'issue d'une grève en faveur de la réduction des heures de travail. Les lieutenants de la classe capitaliste organisent souvent des grèves en exécution d'ordres d'employeurs, qui désirent faire du tort à un concurrent. Et l'on proclame souvent comme « victoire » ce qui a été en réalité une « défaite ».

En général, j'estime que la journée de neuf heures est la journée la plus fréquente. Dans de nombreuses industries, la journée est plus longue ; dans quelques-unes seulement, elle a été fixée normalement à huit heures.

Daniel DE LEON

(pour le *Socialist Labor Party* des Etats-Unis)

FRANCE

I. — Législation. — La loi du 2 novembre 1892, modifiée par celle du 30 mars 1900, s'applique aux usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances et fixe à *dix heures*, la durée maximum de la journée de travail des enfants et des femmes qui y sont occupés, ainsi que celle des hommes adultes qui travaillent dans les mêmes locaux que ces enfants ou ces femmes.

Des décrets permettent de nombreuses dérogations à cette règle, notamment pour une cinquantaine de professions où la durée peut être prolongée par autorisation de l'inspecteur divisionnaire.

La loi du 9 septembre 1848 fixe à *douze heures* la durée maximum de la journée du travail des hommes adultes dans les manufactures et usines qui n'occupent ni enfants, ni femmes.

La loi du 29 juin 1905 fixe la durée maximum de la journée des ouvriers employés à l'abatage dans les travaux souterrains de combustibles à *neuf heures* jusqu'au 2 janvier 1908, ensuite à *huit heures et demie* jusqu'au 2 janvier 1910, puis à *huit heures* à partir de cette dernière date.

Des arrêtés concernant le personnel des chemins de fer fixent la durée maximum de la journée de travail à *dix heures* pour les mécaniciens, chauffeurs et agents des trains et à *douze heures* pour les agents des gares et le personnel de la voie.

Des arrêtés concernant les ouvriers de l'Etat fixent la durée de la journée de travail à *huit heures* pour le personnel ouvrier des postes et télégraphes à Paris, et pour le personnel des arsenaux et établissements de la marine, à *neuf heures* dans tous les ateliers relevant du département de la guerre, à l'imprimerie nationale, etc.

La durée du travail n'est pas limitée pour les ouvriers des industries de l'alimentation, les ouvriers agricoles et tous les employés, quel que soit leur sexe ou leur âge.

II. — Durée du Travail. — D'après les rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1904 :

La durée de la journée de travail est limitée à *dix heures* pour 158,706 établissements comprenant :

	236.550	garçons ;
	244,812	filles ;
	673,706	femmes ;
	1,104,118	hommes adultes.
Soit	2,259,186	personnes

Elle est limitée à *douze heures* pour 36,481 établissements comprenant 324,383 hommes adultes.

Les mines et carrières comprennent 38,555 établissements occupant :

	Au jour	Au fond	Total
Garçons	11,020	14,615	25,635
Filles	3,128	»	3,128
Femmes	6,060	»	6,060
Hommes adultes	157,290	137,737	295,027
Ensemble	177,498	152,352	329,850

La durée légale du travail est de *neuf heures* pour les ouvriers du fond, *dix heures* pour ceux du jour, sauf quelques catégories qui ne se trouvent pas visées par les lois citées plus haut.

Il y a lieu de remarquer que 10,619 enfants travaillent la nuit dans les usines à feu continu.

En 1904 la durée du travail des femmes et des enfants a été prolongée jusqu'à 11 heures du soir dans 2,312 établissements, ayant pour conséquence 558,913 veillées.

De plus, les inspecteurs ont autorisé la prolongation du travail dans 6,209 établissements, augmentant ainsi la durée de :

1,399,388	journées	d'enfants ;
3,491,651	»	de femmes ;
3,891,053	»	d'hommes adultes ;
Soit un total de 8,782,092	»	de travailleurs.

Les laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances (ainsi que les chantiers et ateliers qui occupent ni femmes ni enfants), forment 313,662 établissements soumis à la loi sur l'hygiène, mais comprenant :

64,516	garçons ;
21,527	filles ;
127,381	femmes ,
865,224	hommes adultes ;
1,078.598	

soit 1,078,598 personnes non protégées par la loi en ce qui concerne la durée du travail.

Si l'on compare le nombre de personnes protégées à l'ensemble de la population ouvrière recensée en 1901 qui, répartie dans 2,245,356 établissements (industrie, commerce, pêches, forêts,

agriculture), se compose de 3,222,754 travailleurs du sexe féminin et 7,433,104 travailleurs du sexe masculin, soit un total de 10,655,858 travailleurs, on constate que 28 p. c. du personnel féminin et 26 p. c. du personnel masculin se trouvent protégés ; en ne considérant que l'industrie, la proportion est de 77 p. c. pour le personnel féminin et 60 p. c. pour le personnel masculin.

III. — ACTION PARLEMENTAIRE ET SYNDICALE. — Les membres du groupe socialiste au Parlement ont déposé des propositions de loi tendant à l'institution de la journée de huit heures et d'un salaire minimum :

1° Pour tous les ouvriers et ouvrières et pour tous les employés et employées ;

2° Pour tous les ouvriers et ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services ded'Etat.

Une troisième proposition seulement relative à la limitation à huit heures de travail dans les mines.

La Confédération générale du travail à son Congrès de Bourges, tenu en septembre 1904, a décidé « d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que le 1er mai 1906, les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures ».

ARTHUR GROUSSIER.
(au nom du *Parti Socialiste,*
section Française de l'Internationale ouvrière.)

GRANDE BRETAGNE

Le travail des femmes et des enfants est limité dans certaines catégories d'exploitations par diverses lois de fabrique.

Les enfants peuvent être employés au travail à demi temps dans les fabriques textiles à partir de 12 ans et à temps complet à partir de 13 ans, dans toutes les industries, les mines exceptées. Dans diverses exploitations, les enfants peuvent être employés sans limite légale en dehors des heures d'école.

Il est nécessaire de relever l'âge auquel les enfants sont tenus de se rendre à l'école, car cette durée de fréquentation en notre pays est une des plus restreintes de l'Europe.

Les fabriques textiles, qui exploient des femmes et des enfants, peuvent travailler entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, ou entre 7 heures du matin et 7 heures du soir, mais seulement pendant 56 1/2 heures par semaine. Le sur-travail y est interdit.

Dans les fabriques non-textiles et dans les ateliers ordinaires,les femmes peuvent être occupées pendant 60 heures par semaine et le sur-travail y est toléré à certaines conditions. Les heures pen-

vent être distribuées entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, ou, si l'on n'y emploie pas d'enfants, entre 6 heures du matin et 10 heures du soir.

Dans les lavoirs, l'unique limite légale est de portée générale et s'élève à 60 heures par somaine ou 14 heures par jour.

Dans les autres cas, il n'y a pas de restrictions.

En ce qui concerne le travail des hommes, il n'y a aucune restriction légale, mais celle-ci opère indirectement, quand les ouvriers travaillent dans les fabriques textiles qui emploient des femmes et des enfants.

L'administration a également le pouvoir d'intervenir en vertu du Railways Regulation Act de 1893, par lequel le ministère du commerce, s'il considère comme trop longues les heures de travail des ouvriers ou employés des chemins de fer, peut obliger la compagnie exploitante d'élaborer une autre distribution de besogne sous peine de fortes pénalités, pour cause d'insubordination. De cette façon, les heures de travail de plusieurs milliers de travailleurs ont été réduites.

Des essais ont été faits, pendant chaque session parlementaire depuis des longues année, pour obtenir la journée de huit heures pour les mineurs. Le mouvement a été conduit par les mineurs, ceux de Durham excepté. Mais ce sont les socialistes surtout qui ont défendu la fixation d'une journée générale et légale de huit heures.

En dehors de la législation, les grandes Trade-Unions, bien organisées, ont réussi par leur action syndicale, à obtenir une semaine de travail usuelle variant de 50 à 60 heures. Néanmoins, l'effet de ce mouvement en faveur de la journée de neuf heures a été neutralisé considérablement par l'exploitation du sur-travail.

Dans les petits ateliers, il n'y a, pratiquement, aucune limite. De même, les heures de travail des magasiniers, des ouvriers du railway, des conducteurs d'omnibus ou de tramways sont, dans de nombreux cas, d'une longueur inhumaine. Il a été évalué, en effet, que probablement la moitié de la population ouvrière de Londres travaille plus de 12 heures par jour.

Le journée de 8 heures est appliquée aux ouvriers travaillant, pour le compte du gouvernement, dans les usines du département de la guerre, sur les chantiers des docks et des ateliers dépendant des postes et télégraphes.

Certaines firmes privées ont également institué, dans leurs ateliers, la journée de huit heures.

En ce qui concerne la tendance générale, j'emprunte la note

suivante à la « Labour Gazette » de janvier 1906, éditée par le Board of Trade, et concernant les modifications des heures de travail pendant l'année 1905 : « Les changements qui se sont produits dans les heures hebdomadaires de travail en 1905 concernaient 92,000 ouvriers et la réduction nette de leur labeur s'est élevé, pour l'ensemble, à 65,000 heures par semaine. Les changements les plus considérables se sont produits dans les industries de la construction. »

J. FRED. GREEN
au nom de la Section de Grande-Bretagne.

HOLLANDE.

LÉGISLATION. — La loi du 5 Mai 1889 (modifiée en 1895, en 1896 et en 1902) limite le travail des femmes et des adolescents en dessous de 16 ans à *onze* heures et stipule que le tra· ail ne pourra commencer avant 5 heures du matin et devra être terminé à 7 h. du soir, excluant ainsi, pour les personnes protégées, le travail de nuit. Cette loi ne s'applique qu'au travail dans les fabriques et les ateliers. Encore admet-elle des exceptions à la règle, à ordonner par arrêté royal. Ces exceptions sont assez fréquentes.

La même loi défend le travail des enfants en dessous de *12* ans. Son application,à ce point de vue, manque de rigueur Les rapports des inspecteurs du travail prouvent que l'occupation salariée des enfants, le matin et le soir, avant et après les heures d'école, n'est pas rare.

L'agriculture, l'horticulture, les tourbières, et l'élevage du bétail notamment, ne tombent pas sous l'application de cette loi, tant pour les femmes et les adolescents que pour les enfants.

D'après les données de l'Inspection du travail, la durée du travail des personnes protégées dans les fabriques et ateliers visités, était pendant l'été :

De	9	heures ou moins	pour 19 %
»	9 1/2	heures	» 9 1/2 %
»	10	»	» 23 %
»	10 1/2	»	» 20 %
»	11	»	» 28 1/2 %

Ces chiffres sont les moyennes des années 1903 et 1904 et portent sur 93,491 personnes.

Aucune disposition légale ne limite la durée du travail des hommes adultes. D'après les données de l'Inspection du travail, la

durée du travail des hommes adultes dans les fabriques et ateliers visités, était pendant l'été :

de 9	heures ou moins	pour	4,6 p. c.
9 1/2	heures	»	5,2 »
10	»	»	21,3 »
10 1/2	»	»	16,1 »
11	»	»	27,4 »
11 1/2	»	»	8,1 »
12	»	»	10,4 »
12 1/2	»	»	2,3 »
13	»	»	2,6 »
13 1/2 et plus		»	2,0 »

Ces chiffres constituent également les moyennes des années de 1903 et 1904 et portent sur 220,974 ouvriers.

Il est à remarquer que ces chiffres ne donnent point un aperçu de la situation complète, car ils ont seulement rapport aux ateliers et fabriques, visités par les inspecteurs du travail.

Il résulte de ces chiffres que pour environ 31 p. c. de ces ouvriers, la durée du travail est de *10 heures et moins*, pour environ 69 p. c., de *10 1/2 heures et plus* et pour environ 17 p. c., de *12 heures et plus*.

Il n'est qu'un seul groupe d'ouvriers, les diamantaires d'Amsterdam, qui aient obtenu, par leur organisation, la journée de 9 *heures*. Dans toutes les autres industries, la journée de 9 heures est exceptionnelle, car elle n'est adoptée que dans quelques fabriques et ateliers isolés.

Notre prochain congrès est appelé à organiser une agitation en faveur de la journée de 10 heures au maximum pour les hommes adultes, comme mesure transitoire à une réduction plus efficace, — en faveur de l'interdiction du travail de nuit et en faveur de l'extension des mesures protectrices à l'égard des femmes, des adolescents et des enfants.

VAN KUYKHOF

(au nom du Parti Ouvrier Socialdémocrate de Hollande.)

HONGRIE

La législation Hongroise admet la journée de travail de *seize heures*. Pour les enfants en dessous de 16 ans, elle fixe la journée à *10 heures*, mais la surveillance de cette loi est très faible. Il est

bien en Hongrie des inspecteurs de fabriques, mais ceux-ci ne le sont que de nom. Les locaux des fabriques et des usines sont pour la plupart insalubres. Dans les mines Hongroises, il y a des situations déplorables.

D'après la statistique ouvrière, éditée en 1901 par notre ministère du commerce, il y a en Hongrie 2,642 fabriques, qui emploient 221,823 ouvriers. De ceux-ci gagnent : moins de *10 couronnes* par semaine, 74,356 ou 31.07 °/₀ des ouvriers; moins de *10-14 couronnes* par semaine, 53,597 ouvriers ou 22,34 °/₀; moins de *20 30 couronnes* 34,355 ou 14,32 pour cent.

D'après la statistique officielle de l'année 1901, la durée de travail était la suivante :

Dans	202	fabriques,	plus de 12	heures par jour
»	285	fabriques	12	»
»	714	»	11	»
»	688	»	10	»
»	227	»	9	»

En moyenne, on peut admettre que la durée de la journée de travail est de 11 heures.

Il faut cependant noter que le mouvement syndical Hongrois s'est développé rapidement pendant ces trois dernières années, et que c'est grâce à cela qu'environ 30,000 ouvriers ont obtenu la journée de *9 heures* et 100,000 la journée de *10 heures*.

Aussi les salaires ouvriers ont-ils haussé d'environ 20 °/₀ pendant ces trois dernières années. Mais les prix des aliments ainsi que les loyers ont augmenté dans les mêmes proportions.

La fête du 1er Mai a conquis à peu près droit de cité en Hongrie. C'est seulement au commencement des années 1890 que l'on a essayé d'empêcher l'organisation de cette fête.

BUCHINGER

(au nom du Parti Socialdémocrate de Hongrie)

ITALIE

LÉGISLATION.— La loi du 19 juin 1902, sur le travail des femmes et des enfants, fixe de la manière suivante la durée maximum des heures de travail pour les personnes protégées :

Enfants de 10 à 12 ans :		8	heures
Id.	de 12 à 15	» 11	»
Femmes de tout âge,		12	»

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce

peut autoriser d'une manière exceptionnelle, sur avis du Conseil provincial de Santé, que la durée du travail des enfants de 12 à 15 ans soit portée à 12 heures, lorsque cette prolongation est réclamée par des nécessités techniques ou économiques.

Aucune disposition légale ne limite la durée du travail des hommes, âgés de plus de 15 ans.

DURÉE DU TRAVAIL. — En Italie, il n'a pas été fait de recensement industriel jusqu'à présent et par conséquent, il n'est pas possible de dresser une statistique générale de la journée de travail. L'Office du Travail tâche de combler cette lacune regrettable, mais ses études sur cette matière sont encore arriérées. Néanmoins, voici quelques indications extraites du Bulletin du Travail :

Dans l'*industrie textile*, qui est la grande industrie la plus développée en Italie, l'Office avait obtenu des renseignements sur 64 localités et la journée était de 10 heures en 2 localités, de 10 1/2 heures en 4, de 11 heures en 2, de 11 1/2 heures en 53, de 12 heures en 3 localités.

Dans les *mines et carrières*, la journée la plus fréquente est de 8 heures pour les travaux d'extraction, tandis qu'elle est de 8 à 12 heures pour les travaux à l'extérieur et dans les ateliers.

Dans la *métallurgie*, la journée est de 10 à 12 heures et dans la notable majorité des cas, elle oscille entre 10 et 11 heures.

Dans l'*industrie des marbres*, qui a une grande importance en Italie, la journée est presque exclusivement de 10 heures.

Dans les *verreries* en général, un accord entre les patrons et les ouvriers a fixé la journée de travail à 8 et 9 heures, selon les catégories de travailleurs.

Dans les *industries du bois*, la journée est de 10 à 11 heures.

Dans les industries des cuirs et peaux, les renseignements, qui concernent un nombre limité de localités, donnent une journée uniforme de 10 heures.

Dans les *typographies*, la journée est de 9 à 10 heures.

Dans les *constructions en maçonnerie*, la journée est de 10 heures en 75 localités, de 10 1/2 heures en 18, de 11 heures en 23, de 12 heures en 3 localités.

LE SECRÉTARIAT DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN.

SERBIE

Le développement industriel ne s'est implanté en Serbie que dans ces derniers temps. Ce n'est donc qu'assez tardivement qu'il s'est constitué et organisé un classe ouvrière moderne, ayant conscience de la nécessité de la lutte des classes. Les ouvriers non-organisés ont une journée de travail de *15 heures*. Quant aux ouvriers organisés,leur journée de travail moyenne est la suivante:

Les cigariers, 8 1/2 heures
Les typographes, 9 heures
Les relieurs, 9 1/2 heures
Les peintres, 9 1/2 heures
Les ouvriers du bois, 10 1/2 heures
Les métallurgistes, 10 1/2 heures
Les tailleurs, 10 1/2 heures
Les cordonniers, 11 heures

Le temps de travail est fixé par contrat et tarif, et pour en apprécier la portée, il importe de se rappeler qu'il y a quelques années, on imposait aux ouvriers 16 heures de travail.

Dans les exploitations de l'Etat, la durée de travail est de 10 heures. Jusqu'à présent, les syndicats ne sont pas encore parvenus à organissr ces travailleurs.

Notre pays n'a pas de législation protégeant le travail. Par ci par là, les lois contiennent des bouts de texte isolés favorables à la classe ouvrière, que les entrepreneurs ne respectent même pas. Cette situation s'explique. Notre parti n'a pas de représentants au Parlement, mais aux élections communales, nous avons pour la première fois participé à la lutte en 4 communes. A Belgrade, nous avons conquis 9 sièges sur 45; à Kragujewoz 5 sur 30; à Schaboz, 3 sur 30.

N. Stojanowitsch.
(au nom du *Parti Socialiste Serbe.*)

LA SUÈDE.

Législation. — La loi du 18 novembre 1881, concernant l'emploi des *personnes en bas-âge* aux travaux dans les fabriques, les métiers ou autres professions, — a pour but d'y prohiber l'emploi des *enfants* qui n'ont pas douze ans accomplis et qui ne possèdent pas les connaissances, stipulées pour l'examen de sortie de l'école publique communale, ou bien de ceux qui pourraient souffrir de

l'exécution de ces travaux, en raison de leur faible santé ou par suite d'infirmité.

Par « personnes en bas-âge », on entend celles qui n'ont pas 18 ans accomplis et par « enfants », ceux qui n'ont pas 14 ans révolus.

La même loi permet d'employer, au maximum par jour, aux travaux dans les fabriques, les « enfants » pendant *six* heures et les « personnes en bas-âge », pendant *dix* heures. Ces heures tomberont entre 6 heures du matin et 8 heures du soir. La loi défend d'employer les jeunes filles et les enfants aux travaux souterrains, dans les mines, ou dans les carrières. Cette loi a pourtant été illusoire jusqu'ici, car elle a été souvent violée sans que les peines, y stipulées, aient été appliquées.

Une loi complémentaire de la précédente a été promulguée le 17 octobre 1900 et elle ordonne que les enfants qui n'ont pas treize ans accomplis, ne peuvent être employés plus de *six* heures par jour aux travaux, dans les métiers industriels. Elle limite également à *dix* heures par jour les travaux des personnes, qui n'ont pas dix-huit ans accomplis. Ces heures tomberont entre six heures du matin et sept heures du soir.

Depuis la promulgation de la loi du 10 mai 1889, protégeant les travailleurs contre les périls des métiers et celle de l'annexe à la même loi en date du 13 décembre 1895, et enfin, depuis que l'on a introduit l'inspection des métiers, le prolétariat a plus de garanties que la législation sera dorénavant mieux observée.

La Suède ne possède pas encore de législation, relative à la durée du travail des ouvriers adultes. Mais à la suite de l'activité énergique, dont ont fait preuve les organisations ouvrières vigoureuses, les heures de travail ont été réduites constamment. Au commencement du mouvement ouvrier, en 1880, la durée de travail s'élevait à *douze* et même *quinze* heures par jour, tandis qu'à présent, en règle générale, la durée de travail est de *neuf* à *dix* heures. Dans tous les contrats de travail collectif, que l'on fait maintenant, la durée de travail est fixée à *60 heures par semaine*, au maximum. Dans certaines branches, cette durée a été réduite à *58, 56, 54* et même à *52* heures par semaine. Nous ne possédons pas encore de chiffres exacts concernant les divers métiers, mais l'enquête, qui se fait en ce moment, prouvera sans conteste que le mouvement pour la diminution des heures de travail n'a pas été vain en Suède, quoique la législation ne se soit pas occupée jusqu'ici des ouvriers adultes.

Les deux Chambres du « Riksdag » ont toutefois décidé cette année à l'unanimité, que le gouvernement serait chargé de lui soumettre un projet de loi, stipulant les conditions auxquelles les communes seraient autorisées à fixer une heure de fermeture des boutiques, ainsi qu'un projet amendant les lois en vigueur relatives au commerce des colporteurs. Cette proposition a pour but de limiter et de régler légalement le temps de travail des employés de commerce.

C.G.T. WICKMAN, Hj. BRANTING

(au nom du Parti Démocrate-Socialiste de Suède.)

LA SUISSE

La loi fédérale sur le travail dans les fabriques, du 23 mars 1877, fixe la durée du travail à 11 heures, en général, et à 10 heures le samedi. Mais, récemment, le Parlement a adopté une loi réduisant à 9 heures la journée de travail du samedi. La classe ouvrière de Suisse lutte depuis près d'un quart de siècle en faveur de la limitation légale de la journée de travail à 10 heures. Malheureusement, sans succès. Entretemps, dans un grand nombre d'entreprises, sous l'influence de la conjoncture de la production et sous la poussée du mouvement ouvrier, la journée de travail a été réduite en-dessous de la limite légale. Les statistiques des années 1895 et 1901 permettent de comparer ces réductions avec précision :

En 1895, l'on travaillait 65 heures par semaine dans 57 1 %, — 62 1/2 h. dans 9,3 %, — 54 h. dans 28,3 %, — 54 h. en 3,3 %, — et moins de 54 h. dans 1,5 % des entreprises.

En 1901, l'on travaillait 65 heures par semaine dans 41,7 %, — 62 1/2 h. dans dans 12,2 %, — 57 h. dans 38,1 %, — 54 h. dans 4,6 %, — et moins de 54 h. dans 3,4 % des entreprises.

Quand on compare la moyenne de ces données par ouvrier et par semaine, on obient pour 1885 exactement 62 heures et 51 minutes et pour 1901, exactement 62 heures et 3 minutes, ce qui fait une diminution quotidienne et moyenne de 8 minutes.

Ce résultat, quelque peu étonnant, s'explique par le fait que les industries (par exemple, les industries textiles et les industries de la pierre), qui occupent les plus grandes masses de travailleurs, imposent encore toujours la plus longue journée de travail. C'est ainsi que l'on travaille 65 heures par semaine dans 73 p. c. des entreprises de l'industrie cotonnière, — 56 p. c. de l'industrie de la soie

— 37 p. c. de l'industrie lainière, — 57 p. c. de l'industrie linière, — 69 p.c. de l'industrie de la pierre et de la céramique.Par contre, dans les ateliers de construction, on ne travaille 65 heures que dans 8.7 p. c. des établissements, — 57 heures dans 81 p. c., — 54 heures dans 5.7 p. c. et moins de 54 heures dans 0.4 p. c.

De toutes les industries de la Suisse, c'est la grande industrie cotonnière qui, quant à la durée du travail, présente la situation la plus défavorable, tandis que les ateliers de construction, industrie relativement petite, offre la conjoncture la plus favorable.

Le travail supplémentaire peut être permis par les autorités des communes, des districts et des cantons, et dans divers endroits il a été fait usage de cette exception dans une telle mesure que la journée normale légale n'est souvent qu'une fiction.

Les usines à travail continu sont obligées d'entretenir le travail par équipes, en général 3 équipes de 8 heures. La loi ne permet pas le système de deux équipes, mais elle tolère également des exceptions. Le travail de nuit des femmes et des enfants est néanmoins interdit, de même que le travail du dimanche. Les autorités compétentes permettent le travail supplémentaire de la nuit et du dimanche aux hommes adultes, âgés de plus de 18 ans.

(Note du *Parti Social-démocrate suisse*, d'après Dr J. HERTZ.)

INTERNATIONALES SOZIALISTISCHES BUREAU
SITZ : VOLKSHAUS, BRUESSEL

An die Arbeiter aller Laender !

Der internationale Sozialismus hat den I Mai erwählt, um jedes Jahr, in allen Ländern, wo das Proletariat das Bewusstsein seiner Klassenintressen besitzt, eine Demonstration zu veranstalten, deren deutlichste, tatkräftigste Form die Arbeitsruhe ist.

Diese Demonstration richtet an den Kapitalismus eine periodische Mahnung : die Arbeiter bekunden ihm ihren unerschütterlichen Willen, ihre unversehrliche Befreiungsbahn zu befolgen, ohne sich durch die blutige Digression der Kriege zwischen den Völkern vom Wege ablenken zu lassen.

Allein die Einheitlichkeit dieses Fortdrängens, dessen Triumph nur durch Annäherung aller Proletariervölker möglich ist, gibt der Arbeiterklasse die gedeihende Kraft, um der ganzen Welt Freiheit und Frieden zu bringen.

Die organisierten Arbeiter aller Länder erachten, dass es eine der wesentlichsten Bedingungen für ihre Befreiung ist, durch die gewerkschaftliche Aktion und durch die gesetzliche Schutzregelung, die Verkürzung der Arbeitszeit, die Festsetzung einer Maximalarbeitsdauer von acht Stunden zu erlangen.

Zur Verwirklichung dieser Grundreform können sie mit vollem Rechte nicht nur allein auf ihren Antrieb rechnen, sondern auch auf die revolutionären Folgen der allweltlichen Ausdehnung des Kapitalismus.

Mehr und mehr dringt der Aufschwung der Grossindustrie auf diese zugleich notwendige wie mögliche Beschränkung der Arbeitszeit, indem er die Arbeiter anhäuft, ihre Arbeitsanstrengung aufs Höchste spannt, indem er selbst die Produktionsbedingungen vereinheitlicht.

Mehr und mehr muss man anerkennen, dass der Achtstundentag unerlässlich notwendig wird, um die normale Wiederherstellung der Arbeiterkräfte herbeizuführen, um die Rassenentartung einzustellen, um die Teilnahme der Proletariermassen an dem moralischen und intellektuellen Leben der Menschheit möglich zu machen.

Und gegenüber den egoistischen Widerstandskräften, die sich noch dieser teilweisen Erlösung—Vorbedingung für die gänzliche Befreiung—der Opfer des kapitalistischen Ausbeutertums, widersetzen, mobilisiert der Sozialismus in allen Ländern fortwährend an Zahl und Streitfhähigkeit zunehmende Heeresscharen.

In Russland erscheint das Proletariat als der entscheidende Faktor und die erhabenste Hoffnung der Revolution. In Oesterreich, in Ungarn, in den meisten Bundesstaaten Deutschlands steht das allgemeine Wahlrecht bereits an der Siegespforte. In Frankreich schöpft der vereinigte Sozialismus neuen Kampfesmut in der brüderlichen Annäherung der Befreiungskämpfer. Die Organisationen der Vereinigten Staaten bereiten sich zur Einigung. Die *Labour Party* Grossbritaniens segelt zum Sozialismus.

Ueberall wanken die alten Gewalten. Ueberall vereinigen sich die Arbeiter gegen diejenigen, die sie beherrschen und sie ausbeuten. Ueberall ist sich die Arbeiterklasse der Notwendigkeit klar bewusst, die internationalen Solidaritätsbeziehungen in einer tatkräftigen Handlungsweise für alle notwendigen Ziele, durch alle anwendbaren Mittel auszudrücken, um den Frieden zwischen den Völkern zu bewahren und die kriegslustigen Verschwörungen der kapitalistischen Regierungen zu vereiteln.

Der 1 Mai 1906 symbolisiert ein ruhmvolles Jahr, frucht-

bar an Resultaten und noch mehr fruchtbar an Hoffnungsblüten, die es auskeimt.

Indem die Arbeitermassen an den bevorstehenden Demonstrationen teilnehmen, geben sie ihren Willen kund, dass diese Hoffnungen zu Wirklichkeiten werden.

Ruhet am I Mai!

Manifestiert am 1 Mai!

Ehre der Arbeit!!

Das Internationale Sozialistische Bureau:

Argentinien :	A. CAMBIER.
	M. UGARTE.
Australien :	H. DIERKS.
Böhmen :	A. NEMEC.
	F. SOUCUP.
Bulgarien :	Y. SAKASOFF.
	G. KIRKOW.
Dänemark :	P. KNUDSEN.
	C. M. OLSEN.
Deutschland :	A. BEBEL.
	P. SINGER.
Finland :	J. K. KARI.
	Y. SYROLA.
Frankreich :	J. JAURÈS,
	E. VAILLANT.
Grossbritanien:	H. HYNDMAN.
	J. KEIR HARDIE.
Holland :	P. TROELSTRA.
	H. VAN KOL.
Italien :	E. FERRI.
	F. TURATI.
Japan :	S. KATAYAMA.
Luxemburg :	Dr WELTER.
Norwegen :	O. KRINGEN.
	Dr A. ERIKSEN.
Oesterreich :	Dr. V. ADLER.
	F. SKARET.
Polen :	Dr H. DIAMAND.
	K. KAUTSKY.
Russland :	N. LENINE.
	E. ROUBANOVITCH
Schweiz :	O. RAPIN.
	J. SIGG.
Schweden :	H. BRANTING.
	C. WICKMAN.
Serbien :	N. STOJANOWITSCH
Spanien :	P. IGLESIAS.
	F. MORA
Ungarn :	J. WELTNER.
	E. GARAMI
Vereinigte Staaten:	D. DE LEON.
	M. HILLQUIT.

DAS EXEKUTIVKOMITEE (*Belgien*):

Edouard ANSEELE. EM. VANDERVELDE.

Camille HUYSMANS, *Sekretär*.

Berichte der angeschlossenen Parteien

UEBER

den Achtstundentag

BELGIEN

LEGISLATION. — Das Gesetz vom 13 Dezember 1889, betreffend die Arbeit der Kinder und Frauen, die nicht das Alter von 21 Jahre erreicht haben, bestimmt die Dauer der Arbeit für die unter Schutznahme gestellten Personen bis auf ein Maximum von 12 Stunden in den Bergwerken, Manufakturen, Fabriken u. s. w.

Die Regierung kann, durch königliche Verordnung, die Dauer der Arbeit mehr beschränkend limitieren. — Bespielweise so ist, durch eine Reihe diesem Gesetze nachfolgender Beschlüsse, die höchste Dauer der Arbeitzeit in den Leinen-, Jute- und Hanfindustrien bis 12 Stunden festgesetzt worden; sechs und sechzig Stunden wöchentlich in der Baumwollenindustrie (1904); elf 1/4 Stunde in der Wollenindustrie (1902); zehn Stunden in der Papierfabrikation (1903); zehn 1/2 Stunden in Zündholzfabriken (1892); zwölf Stunden in den Ziegelbrennereien u. s. w.

Keine gesetzliche Anordnung beschränkt die Arbeitsdauer erwachsener Männer und Frauen, ausser dem Gesetze, das am 1 Juli 1906 in Kraft tritt, welches die Sonntagsarbeit für Handwerker untersagt und den Handelsgehilfen die Hälfte der Feiertagsruhe gewährt.

Gesetzvorlagen zur Beschränkung der Arbeitsdauer erwachsener Personen sind im Prinzip von der Zentralsektion der Repräsentantenkammer zugelassen worden, aber die Regierung widersetzt die volle Kraft ihrer Trägheit gegenüber jedem Versuche, diese zur Verhandlung zu bringen.

DAUER DER ARBEIT. — Die letzten offiziellen Ziffern sind uns durch die industrielle Zählung am 31 Dezember 1896, deren

Ergebnis die Regierung im Jahre 1902 veröffentlichte, geliefert worden.

Entsprechend diesem Dokumente, dessen eingehende Analyse in der *Revue d'Economie Politique* (1902, s. 576 u. f.) zu finden ist, sollen von 600,000 industriellen Arbeitern (Runde Ziffern), deren Arbeitsdauer (Ruhe abgezogen) festgestellt werden konnte d. h. für neun Zehntel der Arbeiterbevölkerung Belgiens :

70,000	oder etwas weniger als	1/10	arbeiten unter	10 Stunden.
215,000	» mehr als ein Drittel		ungefähr	10 —
95,000	» etwa ein Sechstel			10 1/2 —
100,000	» » »			11 —
125,000	» » mehr als ein Fünftel		über	11 —

Der meistvorkommende Arbeitstag in den sämtlichen Industrien war der Zehnstündige Arbeitstag. Der Achtstundentag bezieht sich nur auf 27,000 Arbeiter oder 4 p. c. des Ganzen. Der 11 Stunden übertreffende Arbeitstag war gar nicht selten; er galt als Regel für mehr denn ein Fünftel der Arbeiter.

Nach der neulichen Zählung, sind durch die gewerkschaftliche Bestrebung einige Herabsetzungen erzielt worden. Die Diamantarbeiter Antwerpens, z. B., haben ihren Arbeitgebern den zehnstündigen Arbeitstag aufgezwungen ; so auch die Arbeiter der grossen Stückwerkwebereien von Verviers ; infolge eines Ausstandes von dreizehn Wochen (1905), haben die Genter Baumwollenspinner eine geringe Herabsetzung erzielt.— Der Gewerkschaftskongress vom 25 Dezember 1905 hat den Beschluss gefasst, im ganze Lande eine Bewegung für die Herabsetzung der Arbeitszeit zu organisieren, vermittelst einer Verknüpfung der Tätigkeit der Gewerkschaften mit der parlementarischen Aktion.

EMILE VANDERVELDE
(Namens der Belgischen Arbeiterpartei)

BŒHMEN

SOZIALPOLITISCHE GESETZGEBUNG. — In den *Fabriksbetrieben* ist die 11 *stündige* Normalarbeitszeit, im *Bergbaue* die 9 *stündige* Arbeitszeit eingeführt. Ueberstunden dürfen in den Fabriksbetrieben, sowie beim Bergbaue nur in dringenden Fällen, und da nur mit behördlicher Bewilligung gemacht werden. Während der Arbeitstunden müssen mindestens 1 1/2 stündige Pausen sein, von

denen nach Möglichkeit eine Stunde auf die Mittagspause zu entfallen hat. Der Handelsminister kann für einzelne Gewerbe, besonders dort, wo die Unterbrechung des Arbeitsprozesses nicht möglich ist, eine angemessene Verkürzung dieser Pausen bewilligen.

Kinder bis zum zurückgelegten 12 Lebensjahre dürfen zu regelmässigen gewerblichen Arbeiten nicht verwendet werden. Zwischen dem 12 und 14 Lebensjahre dürfen sie nur insoferne verwendet werden, soweit ihre Arbeit ihrer Gesundheit und körperlicher Entwickelung, sowie ihrem Schulbesuch nicht hinderlich ist. Ihre Arbeitszeit darf aber acht Stunden täglich nicht überschreiten. In Fabriken dürfen Kinder überhaupt nicht beschäftigt werden.

Der Handelsminister und der minister des Innern sind verplichtet, jene gefährlichen und schädlichen gewerblichen Arbeiten, in denen Arbeiter bis zum 16 Lebensjahre und Frauen überhaupt nicht, oder nur bedingungsweise verwendet werden dürfen, zu bezeichnen.

Wöchnerinnen dürfen erst 3 Wochen nach der Entbindung beschäftigt werden.

Zur *Nachtarbeit* dürfen jugendliche Arbeiter (bis zum 16 Lebensjahre) zu regelrechter gewerblicher Beschäftigung nicht verwendet werden. Der Handelsminister hat auf Grund der gesetzlichen Ermächtigung in einigen Gewerben die Nachtarbeit der jugendlichen Arbeiter bewilligt. Dessgleichen auch die Nachtarbeit der Frauen. Die Gesamtarbeit dieser Personen, deren Nachtarbeit von der Regierung zugelassen wurde, darf in 24 Stunden 11 Stunden nicht überschreiten.

Es wurde auch die *gesetzliche Sonntagsruhe* eingeführt, aus der nur einzelne Gewerbe und Betriebe ausgenommen sind, wie z. B. die Lebensmittelgewerbe und jene, in denen die Unterbrechung der Arbeit grosse Verluste bedingt, wo die Arbeiter in zwei Schichten arbeiten. In den Betrieben, wo die Arbeiter Sonntags über drei Stunden arbeiten, muss den Arbeitern an einem anderen Tage oder an zwei verschiedenen Tagen je 6 Stunden frei gegeben werden, der sogenannte *Ersatzruhetag*. Die Sonntagsruhe ist grundsätzlich für alle gewerblichen Unternehmungen eingeführt; sie hat längstens um 6 Uhr morgens zu beginnen und mindestens 24 Stunden zu dauern. An Feiertagen soll den Arbeitern ermöglicht werden, um ihren Glaubensbekenntnissen entsprechenden vormittägigen Gottesdienst besuchen zu können.

In den Handelsgewerben Prags, im Polizeirayone, sowie in den

angrenzenden gemeinden Vysocan und Radlitz wurde mittelst Statthaltereierlass in Böhmen die ganzlägige Sönntagsruhe eingeführt. Bloss die Lebensmittelgeschäfte : Greissler, Fleischer und Selcher dürfen bis 9 Uhre vormittags ihre Läden offenhalten. In der Provinz dürfen die Geschäfte Sonntags bis 11 Uhr vormittags geöffnet bleiben.

Die Arbeitszeit wurde in Böhmen auch auf aussergesetzlichen Wegen, d. i. durch eigene Kraft der organisierten Arbeiterschaft geregelt. Trotzdem die gesetzliche Normalarbeitszeit für Fabriksbetriebe 11 Stunden beträgt und in den Kleinbetrieben unbeschränkt ist, hat sich die Arbeiterschaft beinahe in allen Fabriks-Betrieben die 10 stündige Arbeitszeit errungen. Dasselbe geschah auch im bedeutendem Masse in den Kleinbetrieben. In manchen Gewerben ist die Arbeitszeit noch kürzer.

Die längste Arbeitszeit haben die kleingewerblichen Arbeiter und zwar eine 11 und noch mehrstündige, beispielweise die Schuhmacher, Schneider, Selcher, in manchen Bäckereien usw., sowie auch die Handelsangestellten. Irgend eine amtliche Statistik, welche Arbeitszeit diese oder jene Arbeiter in Böhmen besitzen, existiert nicht.

Nach privaten Angaben haben in Prag beiläufig 200 Stukkateure und Modelleure die 8 stündige Arbeitszeit, über 9,000 Arbeiter in den Maschinenfabriken Prags und Umgebung die 9 stündige Arbeitszeit. Ausserdem haben die neunstündige Arbeitszeit 2,600 Buchdrucker in ganz Böhmen, circa 700 Lithographen und Steindrucker Böhmens, 1,000 Tischler Prags, sowie 51,000 Bergarbeiter in Böhmen.Die Buchbinder in Prag und Umgebung (2,148 Personen) haben eine 9 1/2 stündige tägliche Arbeitszeit. Die Anzahl der Arbeiter, welche täglich 10, 11 und mehr Stunden arbeiten, ist statistisch nicht festgestellt.

ANTON NEMEC, FRANZ SOUKUP
(Namens der Tschechoslavischen Sozialdemokratischen Partei)

DÆNEMARK

Die Arbeitsdauer war wie folgt:

	In 1872	In 1884	In 1899	In 1903
Mehr als 11 Stunden . .	30.9	17.7	8.05	4.3
» 10 » . .	62.9	51.6	7.53	8
10 Stunden	5.7	26.5	70.70	60.6
Weniger als 10 Stunden .	0.5	4.2	13.72	27.1

Für eingehendere Bestimmungen, die auf die Situation in den Jahren 1903-04 Bezug haben, kann man sich auf die offiziellen Untersuchungsanstellungen der Arbeitsinspektion berufen, welche für 76, 706 Arbeiter, die in 4504 Unternehmungen verteilt sind, folgendes hervorheben :

3292	Arbeiter	oder	4.3	%	arbeiten	11	Stunden	und mehr.
6173	»	»	8	»	»	10 1/2	»	
46448	»	»	60.6	»	»	10	»	
7602	»	»	9.9	»	»	9 1/2	»	
8963	»	»	11.7	»	»	9	»	
4228	»	»	5.5	»	»	8 1/2	»	

Für eine überwiegende Zahl der Arbeiter ist also die Arbeitsdauer von *wenigstens* 10 *Stunden.* Nur eine kleine Minderzahl arbeitet mehr als 10 Stunden.

Von allen Industrien, ist hinsichlich der kürzesten Arbeitstunden die *Buchdruckereigewerbe* als die meist begünstigte hervorzuheben.

Die ungünstigste Arbeitsstundendauer ist in den Glashütten und verwandten Industrien üblich.

(Nach den Angaben von Olsen, Delegierte der dänischen Sozialdemokratie)

DEUTSCHLAND

Die Gesetze, welche in Deutschland für die Regelung der Arbeitszeit in Betracht kommen sind :

1. Die Gewerbeordnung;
2. Das Gesetz über den Schutz der im Gewerbe beschäftigten Kinder;
3. Die Seemanns Ordnung;
4. Die in Einzelstaaten bestehenden Berggesetze;
5. Die auf Grund der Gewerbeordnung erlassenen Verordnungen des Bunderrats.

Schon die alte preussische Gewerbeordnung hatte ein Verbot für Kinderarbeit.

Unter 12 Jahr alte Kinder durften nicht in Fabriken, Bergwerken, Brüchen und Salinen beschäftigt werden. Ueber 12 Jahre alte Kinder, die noch zum Besuch der Volksschule verpflichtet waren, und nicht das 14 Lebensjahr überschritten hatten, durften täglich nicht über 6 Stunden beschäftigt werden. Junge Leute im Alter

von 14 bis 16 Jahren durften nicht über 10 Stunden täglich beschäftigt werden. Auch für diese konnten die Zentralbehörden den Arbeitstag auf sechs Stunden abkürzen, wenn der Arbeiter zum Besuch der Schule verpflichtet war. In Schleswig-Holstein trat dieses ein, weil dort die Knaben bis zum vollendeten 16, die Mädchen bis zum vollendeten 15 Lebensjahr zum Besuch der Volksschule verpflichtet waren.

Wohl drängten unsere Genossen auf weitere Beschränkung der Arbeitszeit. Schon 1869 hatte Dr J. B. v. Schweizer bei Beratung der Gewerbeordnung einen Normalarbeitstag für alle Arbeiter verlangt. 1877 wurde von unseren Genossen ein Arbeiterschutzgesetzentwurf eingebracht, in welchem neben Verbot der Sonntagsarbeit der Zehnstundentag gefordert war.

Die Parteien und speziell die Regierung verhielten sich ablehnend. Bismarck vertrat in Arbeiterfragen den ödesten Manchesterstandpunkt. Das Ganze was unter seiner Herrschaft, die bis Frühjahr 1890 dauerte, geschah, war eine Enquête über die Sonntagsarbeit. Sonst beschränkte sich seine Arbeiterpolitik auf Verfolgung der Sozialdemokratie und Erlass der drei Versicherungsgesetze : Kranken-, Unfall- und Invalideneschutzversicherungsgesetze.

Unsere Genossen hatten einen umfangreichen Arbeiterschutzgesetzentwurf wieder eingebracht. Nun hatte sich auch das Zentrum entschlossen, in einer Resolution Ausdehnung des Arbeiterschutzes zu fordern.

Einen besondren Anstoss gab der internationale Kongress von 1889. Als hier das Programm für die Forderungen der Arbeiter festgesetzt war, sah man ein, dass irgend etwas zu geschehen habe. Am 4 Februar 1900 kommen dann die bekannten kaiserlichen Erlasse, in denen es hiess : « Diese Prüfung (die Prüfung der Lage der Arbeiter) hat davon auszugehen, dass es eine der Aufgaben der Staatsgewalt ist, die Dauer und die Art der Arbeit so zu regeln, dass die Erhaltung der Gesundheit, die Gebote der Sittlichkeit, die wirtschaftlichen Bedürfnisse der Arbeiter und ihr Anspruch auf gesetzliche Gleichberechtigung gewahrt bleiben. »

Als aber diese Sätze in Gesetzform gebracht werden sollten, kam starker Widerspruch der Kapitalisten und hier kapitulierte das soziale Königtum vor den Königen der Industrie.

Die Novelle zur Gewerbeordnung, die am 6 Mai dem Reichstage vorgelegt wurde, beschränkte sich darauf ein Verbot der Sonntagsarbeit zu fordern, für weibliche Arbeiter den Elfstundenag und eine Bestimmung, nach welcher in solchen Gewerben, wo

durch übermässige lange Arbeitszeit die Gesundheit der Arbeiter gefährdet wird, durch Beschluss des Bundesrates ein Maximalarbeitstag vorgeschrieben werden kann. Zu der letztgenannten Bestimmung (§ 120 e. der Gew. Ordn.), hatte eine Untersuchung des Genossen Bebel über die Arbeitszeit in den Bäckereien den Anstoss gegeben.

Die Sonntagsarbeit wurde so weit beschränkt, als offene Verkaufsstellen am Sonn- oder Festtag nur 5 Stunden geöffnet sein dürfen, Gast- und Schankwirtschaften und das Verkehrsgewerbe werden hiervon aber nicht betroffen. Ferner ist das Arbeiten erlaubt in Betrieben, wo die Natur des Gewerbes ununterbrochenen Betrieb erfordert, ferner zur Beaufrichtigung der Betriebe, wenn ein unverhältnismässiger Schaden durch die Ruhe entstehen würde und in Betrieben, die durch unregelmässige Wasserkraft oder Wind betrieben werden. Die Erlaubnis zur Sonntagsarbeit wird für die im Gesetz direkt genannten Gewerbe durch Beschluss des Bundesrates, andere Ausnahmen durch die Landeszentralbehörden und für einzelne Tage von der Polizei gegeben. Sonst ist die Sonntagsarbeit verboten und wird dieses Verbot auch ziemlich gut durchgeführt. Aber aller Arbeiterschutz erstreckt sich nur auf Gewerbe, Handel und Verkehr. Die Landwirtschaft wird davon nicht berührt.

Kindern von unter 13 Jahren wird die Arbeit in Fabriken verboten; für Frauen wurde der Elfstundentag bewilligt und Frauen und jugendlichen Personen die Nachtarbeit untersagt.

Von dem Recht des Erlasses von Verordnungen zur Beschränkung der täglichen Arbeitszeit machte der Bundesrat nur wenig Gebrauch.

Am 4 März 1896 kam eine Verordnung, in welcher für Bäcker die Arbeitszeit auf 12 Stunden, für Bäckerlehrlinge auf 11 resp. 10 Stunden festgesetzt wurde. Am 26 April folgte eine ähnliche Verordnung für Getreidemühlen. Hier wurde nur eine Ruhezeit von täglich 8 Stunden vorgeschrieben. Dann wurde eine solche Verordnung für Kellner und Köche in Gast- und Schankwirtschaften erlassen, durch welche diesen eine tägliche Ruhezeit von 8 Stunden und alle zwei Wochen ein freier Tag bewilligt wurde.

Eine Anzahl Verordnungen betreffen besonders gesundheitsschädliche Industrien, wobei dann auch in einzelnen Fällen die Arbeitszeit beschränkt wird.

In Thomasschlackenmühlen darf die Arbeitszeit zehn Stunden nicht übersteigen, wenn die Arbeit durch Pausen unterbrochen wird, und wenn kleine Pausen eintreten, — acht Stunden nicht übersteigen.

In Vulkanisierräumen, in der Gummifabriken darf, nach einer Verordnung von 1 März 1902, wenn beim Vulkanisieren Schwefelkohlenstoff angewendet wird, die Arbeitszeit täglich zwei Mal zwei Stunden nicht übersteigen.

In Steinbrüchen und Steinhauereien darf die Arbeitszeit beim Brechen der Steine zehn Stunden und bei der weitern Bearbeitung neun Stunden nicht übersteigen.

In Bleifarbenfabriken darf die Arbeitszeit zwölf Stunden nicht übersteigen.

Im Akkumulatorenfabriken dürfen die Arbeiter, die beim Mischen und Einstreichen der Füllmasse beschäftigt sind, acht Stunden, wenn die Arbeit durch Pausen unterbrochen wird, und nicht sechs Stunden übersteigen, wenn keine Pausen gewährt werden.

Eine Reihe Verordnungen treffen nur Vorschriften über Arbeitsräume, Einrichtung der Betriebsraüme, Arbeitsmetoden u. s. w. treffen aber keine Vorschriften über Arbeitszeit. Solche Verordnungen sind erlassen für Zigarrenfabriken, Alkali- und Chromatfabriken, Zinkhütten, Glashütten, u. s. w.

Am 9 Juli 1900 wurden die Bestimmungen der §§ 135 bis 139 b. (Verbot der Kinderarbeit, Zehnstundentag für junge Leute im Alter von 14 bis 16 Jahr, Elfstundentag für Frauen und Verbot der Nachtarbeit für jugendliche Arbeiter) auch auf Werkstätten, in denen Motore verwandt werden, ausgedehnt. Und ferner wurden diese Vorschriften auch auf Werkstätten der Kleider- und Wäschekonfektion ausgedehnt.

Durch eine Novelle zur Gewerbeordnung von 30 Juni 1900 wurde angeordnet, dass die offenen Verkaufhallen Abends 9 Uhr geschlossen sein müssen und den Angestellten in Orten mit 20,000 und mehr Einwohner eine Ruhezeit von elf Stunden, und in den kleinern Orten eine solche von zehn Stunden bewilligt werden muss.

Ein Gesetz von 23 März 1903 beschränkt die Kinderarbeit in allen Gewerbebetrieben und auch die Arbeit von Kindern als Laufburschen in Handels- und Verkehrsgewerben.

Die Seemansordnung in der seit 1903 geltenden Fassung schreibt vor, dass auf Dampschiffen in transatlantischen Fahrt, drei Wachen des Maschinenpersonals vorhanden sein müssen, also die Arbeit in Maschinen- oder Feuerraum zwei Mal vier Stunden am Tage nicht überschreiten darf. Wenn das Schiff im Hafen liegt, dürfen Seeleute nicht länger als zehn Stunden, in den

Tropen nicht länger als acht Stunden beschäftigt werden. Längere Arbeit muss als Ueberstunden extra bezahlt werden. Sonntags darf der Schiffsmann nur zu notwendigen Arbeiten herausgezogen werden.

Ob und in wieweit Berufsgenossenschaften in den Unfallsverhütungsvorschriften und Beschränkung der Arbeitszeit vorgeschritten haben, lässt sich schwer feststellen. Die Unfallverhütungsvorschriften bedürfen zwar der Zustimmung des Reichsversicherungsamt und können auch ohne dessen Zustimmung nicht geändert werden. Sie werden für die einzelnen Berufsgenossenschaften publiziert, aber eine Zusammenstellung aller Vorschriften gibt es nicht.

Für die Bergarbeiter gelten zwar die Schutzbestimmungen der Gewerbeordnung, der grösste Teil der Versicherungsgesetze, aber die Hauptsachen sind durch die Berggesetze der einzelnen Bundesstaaten geregelt. Hier kommen wieder hauptsächlich nur Preussen und Sachsen in Frage. Nur Braunkohlen und Kali kommen in anderen Bundesstaaten vor. Von den in Bergbau-, Hütten und Salinenwesen sowie Torfgräberei beschäftigten Personen waren von den 1895 gezählten 567753 : 487024 in Preussen und 32458 in Sachsen. Das preussische Berggesetz schreibt vor, dass in Betriebsstätten, wo die Temperatur regelmässig 28 Grad C übersteigt, die Arbeit nicht länger als sechs Stunden dauern soll.

Die Parteidirektion der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands

FRANKREICH

1. GESETZGEBUNG. — Das Gesetz von 2 November 1892, modifiziert durch das vom 30 März 1900, bezieht sich auf Fabriken, Werkstätten, Berg , Erz- und Steinbruchwerken, Werfte, Werkstuben und die damit zusammenhängenden Gewerben, und bestimmt für die dort beschäftigten Frauen und Kinder eine Arbeitsdauer von höchstens 10 *Stunden*. Eine gleichdauerdne Arbeitszeit wird auch für erwachsene Männer angeordnet, wenn sie in denselben Betrieben arbeiten, wo Frauen und Kinder tätig sind.

Gewisse Novellen gestatten viele teilweise Aufhebung dieser Veordnung, besonders für etwa fünfzig Gewerbebranchen, wo, durch Erlaubnis des Divisionsinspektors, die Arbeitsdauer verlängert werden kann.

Das Gesetz von 9 September 1848 bestimmt für erwachsene Män-

ner eine Maximaldauer der täglichen Arbeitszeit von zwölf Stunden in Fabriken und Betrieben, wo weder Frauen noch Kinder beschäftigt sind.

Das Gesetz von 29 Juni 1905 bestimmt für die in den unterirdischen Brüchen von Brennmaterial beschäftigten Arbeiter eine höchste Arbeitsdauer von *neun* Stunden bis am 2 Januar 1908, hierauf von *acht ein halb* Stunden bis am 2en Januar 1910 und hernach eine Arbeitszeit von *acht* Stunden.

Die Anordnungen, betreffend das Personal der Eisenbahnen, bestimmen für Maschinisten, Heizer und Zugangestellten eine tägliche Maximalarbeitsdauer von *zehn* Stunden und von *zwölf* Stunden für Stationangestellte und das Personal der Bahngeleise.

Die Anordnungen, betreffend die Staatsarbeiter bestimmen eine tägliche Arbeitsdauer von acht Stunden für das Arbeiterpersonal der Pariser Post- und Telegraphenämter und für das Personal der Arsenale und des Marinenamts, und eine Arbeitsdauer von *neun Stunden* in allen dem Kriegsdepartement unterordneten Anstalten, in der Nationaldruckerei, u. s. w.

Die Arbeitsdauer ist unbeschränkt für die in der Feldarbeit und Ernährungsmittelproduktion beschäftigten Arbeiter sowie für alle Gehilfen von jeglichem alter und Geschlecht.

II. Die Arbeitsdauer. — In den Berichten über die Anwendung der Gesetzverordnungen für die Regelung der Arbeitszeit im Jahre 1904 heisst es :

Die tägliche Arbeitsdauer ist auf *zehn Stunden* beschränkt, in 158,706 Betrieben und sind inbegriffen :

336,550	Knaben
244,812	Mädchen.
673,706	Frauen.
1,104,118	erwachsene Männer
Oder : 2,259,186	Personen.

Die Arbeitsdauer ist von *zwölf Stunden* in 36,418 Betrieben, die 324,383 erwachsene Männer zählen.

In den Steinbrüchen und Bergwerken sind in 38,555 Betrieben insgesamt beschäftigt :

	in den Aussenwerken	in den Gruben.	Total.
Knaben	11,020	14,615	25,635
Mädchen	3,128	»	3,128
Frauen	6,060	»	6,060
Erwachsene Männer	157,290	137,737	295,027
Im Ganzen	177,498	152,352	329,850

Die Gesetzliche Dauer der Arbeitszeit ist von *neun Stunden* für die Grubenarbeiter, von zehn Stunden für die der Aussenwerke, mit Ausnahme einiger Kategorien, die von den obenerwähnten Anordnungen nicht betroffen sind.

Es ist hier zu bemerken, dass etwa 10619 Kinder in Betrieben mit permanentem Feuer zur Nachtarbeit verwendet werden.

Anderweitig, haben die Fabriksinspektoren die Verlängerung der Arbeitszeit in 6,209 Betrieben zugelassen und somit die Dauer der Arbeitszeit erhöht :

um 1,399,388 Tage für Kinder.
» 3,491,651 » Frauen.
» 3,891,053 » erwachsene Männer.

Oder eine Gesamtzahl von 8,782.092 Arbeitstage.

Laboratorien, Küchen, Keller, Lagerhäuser, Geschäftstuben, Läden, Furhalterei und beigehörende Unternehmungen (sowie Werfte und Werkstätte, die keine Frauen und Kinder verwenden) betragen insgesamt 313,662 Betriebe, die dem Gesetze über Gesundheitsvorschriften unterordnet sind, und zwar sind dort beschäftigt:

64,516 Knaben.
21,527 Mädchen.
127,331 Frauen.
865,224 erwachsene Männer.

1,078,598

oder eine Gesamtzahl von 1,078,598 Personen, die hinsichtlich die Arbeitszeit vom Gesetze keinen Schutz erfahren.

Vergleicht man die Gesamtzahl der dem Arbeiterschutzgesetz unterstellten Personen mit der Gesamtheit der im Jahre 1901 aufgenommenen Arbeiterbevölkerung, welche in 2,245,356 Betrieben (Handel, Industrie, Fischfang, Forst- und Landwirtschaft) verteilt ist und aus 3,222,754 Arbeitern weiblichen Geschlechts, aus 7,433,104 Arbeitern männlichen Geschlechtes oder aus einer Gesamtheit von 10,655,858 Arbeitern besteht, so konstatiert man, dass das Arbeiterschutzgesetz sich auf 28 p. c. des weichlichen und 26 des männlichen Personals erstreckt; wenn man nur die Industrie in Anbetracht zieht, so ergibt sich daraus ein Verhältnis von 77 p. c. für das weibliche und 60 p. c. für das männliche Personal.

III. — PARLAMENTAERE UND GEWERKSCHAFTLICHE AKTION. — Die Mitglieder der Sozialistengruppe im Parlamente haben Gesetzvorlagen eingebracht, die den Achtstundentag und einen Minimallohn festzusetzen haben :

1° Für Arbeiter und Arbeiterinnen sowie für Hilfsarbeiter jeglichen Geschlechts.

2° Für alle im Dienste des Staates stehenden Arbeiter und Arbeiterinnen sowie für männliche oder weibliche Angestellte.

3s Eine dritte Vorlage forderte nur die Herabzetzung der Arbeitszeit in den Bergwerken bis auf acht Stunden.

Die *Confédération Générale du Travail*, hatte auf ihrem Kongresse zu Bourges im Jahre 1904 beschlossen, eine talkräftige und eingreifende Agitation anzuführen, damit seit Mai 1906 die Arbeiter selbst aufhören, mehr als acht Stunden zu arbeiten.

ARTHUR GROUSSIER
(Namens der *Sozialistischen Partei*,
Französische Sektion der Arbeiterinternationale)

GROSSBRITANIEN

Den verschiedenen Betriebsvorschriften gemäss, wird die Arbeit der Frauen und Kinder in gewissen Gewerben beschränkt.

Kinder im Alter von 12 Jahren dürfen in Textilfabriken nur für die Hälfte der Tagesarbeit verwendet werden, und zur vollen Arbeitszeit in jeglichen Gewerben und zwar auch in Bergwerken, wenn sie ein Alter von 13 Jahren erreicht haben. In vielen Gewerben können sie zur jeden Zeit, ausser den Lehrstunden, beschäftigt werden.

Die Dauer der Schulpflicht muss notwendigerweise erhöht werden, da sie als eine der geringsten in Europa zu betrachten ist.

Textilfabriken, die Frauen oder Kinder beschäftigen, dürfen nur zwischen 6 Uhr morgens und 6 Uhr abends (oder von 7 Uhr morgens bis 7 abends) arbeiten und nur 56 1/2 Stunden per Woche. Ueberzeitarbeit wird untersagt.

In nicht fabriksmässig betriebenen Textilindustrien und in gewöhnlichen Werkstätten, dürfen Frauen über 60 Stunden per Woche und bei gewissen Bedingungen Ueberzeit arbeiten. Die Arbeitstunden können in der Zwischenzeit von 6 Uhr morgens und 8 Uhr abends angeordenet sein, oder, wenn keine Kinder verwendet werden, von 6 Uhr morgens bis 10 Uhr abends. In Waschanstalten ist die einzige Beschränkung der durchschnittlichen Arbeitszeit auf 60 Stunden wöchentlich (14 Stunden täglich) festgezetzt worden.

In den übrigen Fällen, gibt es keine Beschränkung. Für Männer gibt es kein Arbeitsbeschränkungsgesetz, ausser den indirekten

Fällen, wenn sie in Fabriken arbeiten, wo Frauen und Kinder beschäftigt werden.

Auch verfügen, nach der Eisenbahngesetzregelung 1903, die Administrationsbehörden über das Recht, demzufolge das *Board of Trade* die Bahnkompagnie auffordern darf, wenn es die Arbeitsdauer der Bahnangestellten als zu hoch erachtet, eine neue Stundenaufnahme unter schwere Strafmassregel für Unbewilligung, einzuführen Die Arbeitsdauer tausender Arbeiter ist in dieser Weise verkürzt worden.

Verschiedene Versuche sind im Parlament gemacht worden, den Achtstundentag für Bergarbeiter einzuführen. Dieses wird von allen Bergarbeitern unterstützt, ausser den Bergarbeitern von tDurham. Die Befürworter einer Gesetzgebung für die allgemeine Einführung des Achtstundentags sind hauptsächlich nur Sozialisten.

Ausserhalb des Gestzes haben die gut organisierten Trade-Unions durch ihre Gewerkschaftliche Tätigkeit eine Wochenarbeitszeit von 50 bis 60 Stunden sichern können. Die Wirkung dieser Neunstundenbewegung ist durch die Ueberzeitarbeit beträchtlich vereitelt worden.

In den kleineren Werkstätten gibt es praktisch keine Arbeitsbeschränkung.

Auch ist die Arbeitszeit der Handelsgehilfen, Bahnbeamten, Wagen-und Tramwaykondukteure, in vielen Fällen, unmenschlich lang.

Man hatte angenommen, dass wahrscheinlich eine Hälfte der Arbeiterbevölkerung Londons mehr als 12 Stunden im Tage arbeitet.

Der Achtstundentag bewährt sich für Arbeiter der Staatsbetriebe und des Kriegesamtes, der Werfte und Post- und Telegraphenamtes.

Einige Privatunternehmungen haben ebenfalls in ihren Betrieben den Achtstundentag eingeführt. Bezüglich der allgemeinen Strömungen, mag folgender Auszug aus der *Labour Gazette* des Board of Trade fur Januar 1906 über die Aenderung der Arbeitzeit während 1905 zur Kenntnisnahme gebracht werden: « Die Aenderungen in der Wochenarbeitszeit, wie sie in 1905 aufgenommen wurden, betreffen 92.000 Arbeiter und hatten eine Verkürzung der Arbeitszeit zu einem Gesamtbetrag von ungefähr 65.000 Stunden wöchentlich zur Folge. Der grösste Teil dieser Verkürzung verfällt dem Baugewerbe. »

I. FRED. GREEN

(Namens der Sektion Grossbritaniens)

HOLLAND

GESETZGEBUNG. — Das Gesetz von 5 Mai 1889 (durch Novellen im Jahre 1895, 1896 und 1902 modifiziert), beschränkt die Arbeitsdauer von Frauen und jugendlichen Personen unter 16 Jahre auf *elf* Stunden, und bedingt, dass die Arbeit nicht vor 5 Uhr morgens begonnen und nicht später als um 7 Uhr abends beendet werden darf, wobei die unter Schutznahme dieses Gesetzes gestellten Personen von der Nachtarbeit ausgeschlossen werden. Dieses Gesetz bezieht sich nur auf die Arbeit in den Fabriken und Werkstätten. Noch lässt diese Regelung Ausnahmen zu, die durch Königlichen Erlass angeordnet werden dürfen. Solche Ausnahmen sind recht häufig.

Dasselbe Gesetz verbietet Kinder von unter 12 Jahre bei der Arbeit zu verwenden. Aber in diesem Punkte verfehlt die Anwendung streng zu sein. Die Berichte der Arbeitsinspektion bezeugen, dass die Lohnbeschäftigung von Kindern in der Tag-und Nachtarbeit, vor und nach den Schulstunden, gar nicht selten vorkommt.

In der Landwirtschaft, Viezucht, Torfgräberei und im Gartenbau werden diese Gesetzbestimmungen weder für Frauen und Minderjährige noch für Kinder beobachtet.

Nach den Angaben der Gewerbeinspektion, war während des Sommers die Arbeitsdauer der unter Schutz des Gesetzes gestellten Personen in den inspizierten Fabriken und Werkstätten :

Von	9	Stunden oder weniger für		19	p. c.
»	9 1/2	»	—	9 1/2	»
»	10	»	—	23	»
»	10 1/2	»	—	20	»
»	11	»	-	28 1/2	»

Diese Ziffern sind die allgemeinen Angaben für 1903 und 1904 und beziehen sich auf 39,491 Personen.

Keine gesetzliche Anordnung beschränkt die Arbeitsdauer erwachsener Männer. Nach den Angaben der Gewerbeinspektion, war während des Sommers die Arbeitsdauer der erwachsenen Männer :

Von	9	Stunden oder weniger für		4.6	p. c.
»	9 1/2	»	—	» 5.2	»
»	10	»	—	» 21.3	»
»	10 1/2	»	—	» 16.1	»
»	11	»	—	» 27.4	»

Von	11 1/2	Stunden oder	weniger	für	8.1 »
»	12	»	—	»	10.4 »
»	12 1/2	»	—	»	2.3 »
»	13	»	—	»	2.6 »
»	13 2/2	*und mehr*		»	2.0 »

Diese Ziffern sind ebenfalls durchschnittliche Angaben für die Jahre 1903 und 1904 und betreffen 220,974 Arbeiter.

Es ist hierbei zu bemerken, dass diese Ziffern absolut keine vollständige Darstellung der Lage angeben, da sie nur auf solche Werkstätte und Fabriken bezüglich sind, die von den Arbeitsinspektionen visitiert wurden.

Aus diesen Angaben resultiert, dass für ungefähr 31 p. c. dieser Arbeiter die tägliche Arbeitsdauer von *10 Stunden und weniger* ist, für ungefähr 69 p. c., — 10 1/2 *Stunden und mehr*, und für beiläufig 17 p. c. von 12 *Stunden und mehr*.

Nur eine einzige Arbeiterorganisation, die der Diamantarbeiter Amsterdams, hat den neunstündigen Arbeitstag erkämpft. In allen anderen Gewerben ist den 9 stündige Arbeitstag nur ausnahmsweise in einigen vereinzelten Fabriken und Gewerkschaften vorgekommen.

Unser nächste Kongress wird einberufen, um über die Anführung einer Agitation für die 10 stündige Arbeitsdauer für erwachsene Männer als vorläufige Massregel zu einer weiteren, mehr wirktätigeren Herabsetzung zu beraten; um den Verbot der Nachterbeit und die Ansdehnung der schützenden Massnahmen in Bezug auf Frauen, jugendliche Personen und Kinder durchzuführen.

VAN KUYKHOF

(Namens der Sozialdemokratischen Arbeiterpartei Hollands)

ITALIEN

GESETZGEBUNG. — Das Gesetz vom 19 Juni 1902, betreffend die Frauen- und Kinderarbeit, bestimmt in folgender Weise die höchste Dauer der Arbeitszeit für die unter Schutznahme gestellten Personen:

Kinder von 10 bis 12 Jahre arbeiten 6 Stunden.
Kinder von 12 bis 15 » 11 —
Frauen von jeglichem Alter . . 12 —

Bei vorhandener Notwendigkeit und ausnahmsweise, kann das Ministerium für Landwirtschaft, Gewerbe und Handel, im Ein-

vernehmen mit dem provinzialen Sanitätsrat, die Verlängerung der Arbeitsdauer für Kinder im Alter von 12 bis 15 Jahre bis zu 12 Stunden gutheissen, wenn diese Verlängerung durch die technischen und ökonomischen Bedürfnisse zu rechtfertigen ist.

Keine gesetzliche Anordnung beschränkt die Arbeitsdauer für Männer von über 15 Jahre.

Die Arbeitsdauer. — In Italien ist bis jetzt noch keine industrielle Zählung vorgenommen worden und folglich ist es unmöglich, die allgemeinen Ziffern betreffend die tägliche Arbeitszeit darzutun. Das Arbeitsamt bemüht sich zwar diese beklagenswerte Lücke auszufüllen, aber seine Arbeiten hierüber sind noch weit im Rückstand. Dennoch werden wir versuchen, hier einige Nachweisungen aus dem *Arbeitsbulletin* anzuführen.

In der Textilgewerbe, die in Italien eine der höchstentwickelten Industrien ist, hatte man die Angaben für 64 Lokalitäten und davon ist ein Arbeitstag von 10 Stunden in 2 Lokalitäten, — 10 1/2 Stunden in 4, — 11 Stunden in 2, — 11 1/2 Stunden in 53, — 12 Stunden in 3 Lokalitäten.

Bei den Ausziehungsarbeiten in den *Steinbrüchen und Bergwerken* ist grösstenteils ein Arbeitstag von 8 Stunden eingeführt worden, während in den Aussenwerken und Werkstätten die Arbeitszeit von 10 bis 12 Stunden andauert.

In der *Metallurgie* ist der Arbeitstag von 10 bis 12 Stunden, mit einer beträchtlichen Ueberwiegenheit von 10 und 11 Stunden.

Für die *Marmorindustrie*, die von einer beträchtlichen Wichtigkeit in Italien ist, kommt beinahe ausschliesslich der zehnstündige Arbeitstag in Betracht.

In den *Glashütten*, ist durch Uebereinkunft zwischen den Arbeitern und Arbeitsgebern, der Arbeitstag allgemein auf 8 und 9 Stunden festgesetzt, je nach den Arbeiterkategorien.

In der *Holzindustrie* ist die Arbeitszeit von 10 bis 11 Stunden.

In der *Leder-und Hautindustrie* erweisen die Angaben, die sich nur auf eine beschränkte Zahl von Lokalitäten beziehen, einen uniformen Arbeitstag von 10 Stunden.

In den *Druckereien* ist die tägliche Arbeitsdauer von 9 bis 10 Stunden.

In den Bauwerken ist der Arbeitstag von 10 Stunden in 75 Lokalitäten, — 10 1/2 in 18, — 11 Stunden in 23, — 12 Stunden in 3 Lokalitäten.

Das Sekretariat der Sozialistischen Partei Italiens.

OESTERREICH

Das Gesetz vom 8 März 1885 bestimmt, dass die Arbeitszeit in fabriksmässig betriebenen Gewerbeunternehmungen, ohne Einrechnung der Arbeitspausen, für Erwachsene nicht mehr als höchstens *11* Stunden innerhalb 24 Stunden betragen darf.

Bei kleingewerblichen Unternehmungen (Betrieben mit weniger als 20 Arbeitern und ohne Maschinen) findet eine gesetzliche Berschränkung der Arbeitszeit überhaupt nicht statt.

Die Dauer der Arbeitszeit der jugendlichen Hilfsarbeiter zwischen dem vollendeten 12 und 15 Jahre darf *acht* Stunden täglich nicht übersteigen. Weiter bestimmt das Gesetz, dass jugendliche Hilfsarbeiter und Frauen zur Nachtzeit, das ist, in den Stunden zwischen 8 Uhr abends und 5 Uhr morgens, zu regelmässig gewerblichen Arbeiten nicht verwendet werden dürfen. Jedoch kann der Handelsminister im Einvernehmen mit dem Minister des Innern verfügen, dass in Fabriken jugendliche Hilfsarbeiter zwischen dem vollendeten 14. und 16. Jahre sowie Frauen zur Nachtarbeit verwendet werden dürfen. Diese angeblichen Ausnahmen sind nicht nur nicht selten, sondern die Regel

Seit dem Jahre 1885 hat eine gezetzliche Regelung der Arbeitszeit, mit Ausnahme der beim Kohlenbergbau beschäftigten Arbeiter, nicht stattgefunden. Der allgemeine Bergarbeiterstreik zu Anfang des Jahres 1900, war es, der die Regierung nötigte,dem Parlemente einen Gesetzentwurf vorzulegen. Diese Gesetzvorlage bestimmte unter anderen, dass die Schichtdauer für die beim Kohlenbergbau in der Grube beschäftigten Arbeiter inclusive Ein- und Ausfahrt, *neun* Stunden täglich nicht übersteigen darf. Dieses Gezetz wurde am 24 mai 1901 vom Parlemente angenommen.

Ueber die Dauer der Arbeitszeit in den sonstigen gewerblichen Betrieben stehen uns leider keine zureichenden amtliche Daten zur Verfügung. Der am meisten vorkommende Arbeitstag beträgt 10 Stunden. Der *Elfstundentag* und darüber kommt zumeist nur noch in den kleineren Provinzorten vor und selbst da werden von den Gewerkschaften — insbesondere in den letzten Jahren — erfolgreiche Kämpfe zur Herabminderung der Arbeitszeit, geführt.

In den Grazischen Gewerben besteht eine Arbeitszeit von *8 3/4* Stunden bis Maximum *9* Stunden täglich. Auch wurde in einzel-

nen anderen Berufen, und hier wieder nur in den grösseren Industrieorten, kraft der gewerkschaftlichen Organisation und der von ihnen geführten wirtschaftlichen Kämpfe, die Herabsetzung der Arbeitszeit bis zu *9* Stunden täglich erzielt. Der Achtstundentag kommt nur in sehr vereinzelten Betrieben vor.

SKARET

(Namens der Sozialdemokratischen Arbeiterpartei Oesterreichs)

SERBIEN

Die industrielle Entwicklung wurde in Serbien nur in der ganz letzten Zeit bemerkbar. Eine moderne klassenbewusste und organisierte Arbeiterschaft entwickelte sich also ziemlich langsam.

Die nicht organisierten Arbeiter haben täglich 15 stunden zu Arbeiten. Die organisierte Arbeiter erkämpften im Durchschnitt folgende Arbeitsdauer :

Für	Zigarrenarbeiter,	8 1/2 Stunden
»	Typographen,	9 »
»	Buchbinder,	9 1/2 »
»	Maler,	9 1/2 »
»	Metallarbeiter,	10 1/2 »
»	Schneider,	10 1/2 »
»	Schumacher,	11 »

Die Arbeitszeit wird durch Vertrag und Tarif festgezetzt, und um die Bedeutung dieses hervorzuheben, wollen wir daran erinneren, dass noch vor einigen Jahren man den Arbeitern eine 16 stundige Arbeitsdauer aufgezwungen hatte.

In den Staatsbetrieben ist die Arbeitsdauer von 10 stunden. Est ist uns bis hierher noch nicht gelungen, diese Arbeiter gewerkschaflich zu vereinigen.

In unserem Lande gibt es keine soziale Gesetzgebung. Zwar findet man hier und wieder einige isolierte Gesetzanordnungen, aber diese werden seitens der Unternehmer sehr selten beobachtet. Dieses ist erklärlich : unsere Partei hat keinen Vertreter im Parlament. Aber wir haben bei den Kommunalwahlen zum ersten Male an diesem Wahlkampf in 4 Gemeinden teilgenommen, wobei wir in Belgrad 9 Vertreter (von 45),in Kragujewoz 5 (von 30), in Schaboz 3 (von 30) erhielten.

MILAN STOYANOWITSCH

Namens der Serbischen Sozialdemokratischen Partei.

SCHWEIZ

ARBEITSZEIT. — Das Federalfabrikgesetz vom 23 März 1877 normiert den Maximalarbeitstag auf 11 Stunden, Samtags auf 10 Stunden ; seit einigen Monaten hat unser Parlament eine weitere Verkürzung um eine einzige Stunde in der Woche, nämlich Samstags auf 9 Stunden angenommen. Seit mehr als 27 Jahren kämpft die schweizerische Arbeiterschaft resultatlos um den zehnstündigen Normalarbeitstag. Inzwischen haben eine grosse Anzahl von Betrieben, durch Produktionsverhältnisse und durch die Arbeiterbewegung gedrängt, die Arbeitszeit unter die gesetzliche Norm herabgesetzt. Einen präzisen Vergleich hinsichtlich dieser Reduktionen gestatten die Statistiken der Jahre 1895 und 1901.

1895 arbeitete man 65 Stunden pro Woche in 57, 1 Prozent, — 62 1/2 Stunden in 9, 3 Prozent, — 57 Stunden in 28, 3 Prozent, — 54 Stunden in 3, 3 Prozent und — unter 54 Stunden in 1, 5 Prozent der Betriebe.

1901 arbeitete man 65 Stunden pro Woche, in 41, 7 Prozent,— 62 1/2 Stunden in 12,2 Prozent,—57 Stunden in 38,1 Prozent— und unter 54 Stunden in 3, 4 Prozent der Betriebe.

Berechnet man den Durchschnitt pro Arbeiter und Woche, so ergeben sich pro 1895 62 Stunden und 51 Minuten und pro 1901 62 Stunden und 3 Minuten, also eine effektive durchschnitliche tägliche Arbeitszeitverkürzung um 8 Minuten ! Diese etwas auffallende Erscheinung erklärt sich dardurch, dass insbesondere diejenigen Industriezweige (beispielsweise Textil-und Steinindustrie), welche die grossen Massen der Arbeiter beschäftigen, immer noch an der längsten Arbeitszeit festhalten. So kommen 65 Stunden pro Woche in der Baumwollenindustrie auf 73 Prozent der Betriebe, in der Seidenindustrie 56, in der Wollenindustrie 37, in der Leinenindustrie 57, in der Industrie der Steine und Erden 69. Dagegen haben in der Maschinenindustrie nur 8, 7 Prozent der Betriebe 65 Arbeitsstunden, — 81 Prozent 57 Stunden, — 5, 7 Prozent 54 Stunden und — 0,4 Prozent unter 54 Stunden.

Von allen Industrien in der Schweiz stellt sich bezüglich der Arbeitszeit die grosse Baumwollenindustrie am ungünstigsten und die relativ kleine Maschinenindustrie am günstigsten.

Ueberarbeit kann von Gemeinde-, Bezirks- und Kantonsbehörden bewilligt werden, und manchenorts wird davon so ausgiebig Gebrauch gemacht, dass die gezetzliche Norm nur auf dem Papier steht.

Werke mit permanentem Betrieb sind gezwungen, Schichtarbeit

einzuführen, in der Regel drei Schichten zu 8 Stunden; es dürfen nicht zwei Schichten nebeneinander stehen, aber auch hier erlaubt das Gesetz Ausnahmen. Die Frauen- und Kinderarbeit ist jedoch in der Nacht verboten, ebenso die Sonntagsarbeit; für erwachsene Männer (über 18 Jahren) können für Nacht- und Sonntagsarbeit Ueberzeitbewilligungen erteilt werden.

Notiz der Schweizerischen Sozialdemokratischen Partei, nach Dr J. Hertz

SCHWEDEN

Gesetzgebung. — Das Gesetz vom 16 November 1881 betreffend die Beschäftigung der minderjährigen Personen in Fabriken, Gewerben, Werkstätten und anderen Professionen, bezweckt das Zulassungsverbot von Kindern, die noch nicht zwölf Jahre alt sind und nicht die bedingten Kenntnisse einer kommunalen Volkschule besitzen, und auch für solche, für die man annehmen könnte, dass die in Frage kommenden Beschäftigungen ihnen schädlich sein könnten, sei es weil ihr Gesundheitszustand ungünstig ist oder weil ihnen etwaige Gebrechen eigen sind.

Als « Minderjährige » sind diejenigen Personen anzusehen, die nicht das achtzehnte Lebensjahr uberschritten haben und als « Kinder » solche, die noch keine 14 Jahr alt sind.

Dasselbe Gesetz erlaubt, die « Kinder » in der Fabrikarbeit für höchstens *sechs* Stunden und die « Minderjährigen » währerd 10 Stunden zu beschäftigen. Diese Arbeitsstunden sind zwischen sechs Uhr morgens und acht Uhr abends angeordnet. Das Gesetz untersagt minderjährige weibliche Personen und Kinder bei den unterirdischen Arbeiten in den Bergwerken und Steinbrüchen zu beschäftigen. Dieses Gesetz ist jedoch bisher nur illusorisch verblieben, da man sie häufig umgangen und übertreten hat, ohne die bedingen Strafen zu büssen.

Ein Nachtrag zu diesem Gesetze wurde am 17 Oktober 1900 verkündet, welcher anordnet, dass Kinder unter dreizehn Jahre nicht mehr als *sechs* Stunden täglich zur Fabrik- und Werkstättenarbeit verwendet werden dürfen. Es beschränkt ebenfalls auf *zehn* Stunden die Arbeitszeit von Personen, die nicht das 18te Lebensjahr erreicht haben. Diese Arbeitsstunden sind zwischen sechs Uhr morgens und sieben Uhr abends angeordnet. Seitdem die Verkündigung des Gesetzes vom 10 Mai 1898, betreffend die Schutznahme gegen gesundheitsfährdende Handwerke und der Anhang

an diesem Gesetze vom 13 Dezember 1896 erlassen wurden, und seitdem man die Gewerbeinspektion eingeführt hat, ist mehr Garantie erzielt worden, dass die erwähnten Anordnungen mehr Beobachtung finden werden.

Schweden besitzt noch keine Schutzesetzgebung in Bezug auf die Arbeitsdauer Erwachsener. Aber infolge der energischen Tätigkeit der mächtigen Arbeitersorganisationen, ist die Arbeitszeit allmählich verkürzt worden. Am Anfang der Arbeiterbewegung, war die Arbeitsdauer bis auf *zwölf* und zwar *fünfzehn* Stunden hochgetrieben, während jetzt der Regel nach nur *neun* bis *zehn* Stunden gearbeitet wird. In allen kollektiven Arbeitsverträgen, die gegenwärtig gemacht werden, ist die wöchentliche Maximalarbeitszeit bis auf 69 Stunden ausbedingt. In gewissen Branchen ist die Arbeitszeit auf 58, 56, 54 und zwar 52 Stunden wöchentlicher Arbeitszeit herabsetzt worden. Wir sind noch nicht im Besitze genauer Ziffern betreffend die verschiedenen gewerblichen Betriebe, aber die bisher angestellten Nachprüfungen geben unbestreitbare Zeugnis davon, dass in Schweden die Bewegung für die Herabsetzung der Arbeitsdauer nicht ohne Erfolg verblieben ist, wenn auch bis jetzt die Gesetzgebung den erwachsenen Arbeitern keinen Beistand leistete.

Die beiden Kammer des « Riksdag » haben dieses Jahr wohl einstimmig beschlossen, dass der Regierung der Auftrag gegeben werde, ihm eine Gesetzvorlage zu unterbreiten, durch welche den Gemeindebezirken erlaubt werde, eine Zeitbestimmung für das Schliessen der Läden in den betreffenden Gemeinden festzusetzen, sowie auch ein Verbesserungsprojekt zu den herrschenden gesetzlichen Vorschriften über das Hausiergewerb . Dieser Vorschlag bezweckt auch die gesetzliche Minderung und Regelung der Arbeitszeit für Handelsgehilfen.

C. G. T. WICKMAN, Hj. BRANTING

(namens der Sozialdemokratischen Partei Schwedens.)

UNGARN

Das ungarische Gewerbegesetz erlaubt eine 16-stündige Arbeitszeit. Für Kinder unter 16 Jahre bestimmt dieses Gesetz die zehnstündige Arbeitszeit, doch ist die Ueberwachung dieser Bestimmung eine sehr laue. Fabriksinspektoren gibt es wohl in Ungarn, aber dieselben sind es nur den Namen nach. Die Fabriks- und Werkstättenräumlichkeiten sind zum grossen Teil gesundheitsschädlich. In den ungarischen Bergwerken gibt es jämmerliche Zustände.

Laut der vom ungarischen Handelsministerium in Jahre 1901 herausgegebenen Arbeiterstatistik, gibt es in Ungarn 2642 Fabriken, welche zusammen 221,823 Arbeiter beschäftigen. Von diesen verdienen weniger als 10 Kronen pro Woche 74,556 (31,07 p. c.) Arbeiter, weniger als 10-14 Kronen 53,597 (22,34 p. c.), weniger als 20-30 Kronen 34,355 (14,32 p. c.).

Laut amtlicher Statistik vom Jahre 1901, war die tägliche Arbeitszeit :

In 202 Fabriken	mehr als	12	Stunden täglich
» 285	»	12	»
» 714	»	11	»
» 688	»	10	»
» 227	»	9	»

Im Durchschnitt kann angenommen werden, dass die Arbeitszeit 11 Stunden dauert.

Es muss jedoch hervorgehoben werden, dass die gewerkschaftliche Bewegung Ungarns in den letzten drei Jahren sich rapid entwickelt hat und dieser Entwicklung es zu verdanken ist, dass ungefähr 30,000 Arbeiter den Neunstundentag und 100,000 den Zehnstundentag errungen haben.

Auch die Arbeitslöhne sind in den letzten drei Jahren um ungefähr 20 Prozent gestiegen; doch sind in demselben Verhältnisse die Lebensmittel und Wohnungsmiethen teuerer geworden.

Die Feier des ersten Mai ist in Ungarn so ziemlich durchgeführt. Nur anfangs der neunziger Jahre hat man diese Feier verhindern wollen.

BUCHINGER

(Namens der Sozialdemokratischen Partei Ungarns)

VEREINIGTE STAATEN.

Laut dem Bericht des « Federal Bureau of Labor », ist in 31 von 45 Staaten der Union der 8 stündige Arbeitstag gezetzlich eingeführt, sowie in einigen Territorien und deren Gebiete, als auch in den Vereinigten Staaten selbst. Jedoch sind diese Gesetze weder gleichförmig, noch sind sie im Vollpunkt wie es oberflächlich erscheinen mag. Man kann auf folgende offizielle Tabelle Bezug nehmen :

« ARIZONA. — Der Achtstundentag ist in allen Bergwerken und unterirdischen Arbeiten eingeführt.

ARKANSAS. — Der Achtstundentag ist für staatlichen Strassen-, Wege- und Brückenbau eingeführt worden.

CALIFORNIEN.— Der Achtstundentag ist eingeführt, es wäre denn dass in einem Vertrag besondere Bedingungen von den beiden Parteien übereingenommen werden. Arbeiter und Mechaniker, die in Staatsbetrieben oder im Auftrage des Staates, oder für eine staatliche Unterabteilung beschäftigt sind, ob auch die Arbeitsleistung durch Vertrag oder anderweise sich zu vollziehen hat, ist die Dienstzeit an jedem Kalendertag auf acht Stunden beschränkt und festgezetzt, und ein jeder Vertrag, in dem der Staat oder eine andere politische Unterabteilung einer der Kontrahenten ist, muss die Bedingung enthalten, dass keinem Arbeiter, Handwerker, Mechaniker im Dienste der Unternehmer erlaubt sein darf, mehr alt acht Stunden an jedem Kalendertage zu arbeiten, mit Ausnahme dringend eintretender Fälle.

COLORADO.— Der Achstundendag ist für alle Arbeiter eingeführt, die in Staatsbetrieben, oder im Dienste der Stadt-, Dorf-, Schul-, Bezirks- oder Kreigsgemeinden beschäftigt werden, sowie für alle Arbeiter, die in unterirdischen Brüchen und Bergwerken, an Schmelzöfen oder Raffinerien verwendet werden.

CONNECTICUT. — Der Achtstundendag ist hier die gesetzliche Arbeitszeit, es wäre denn, dass im Vertrag andere Bedingungen aufgenommeu wurden.

COLUMBIABEZIRK. — Der achstündige Arbeitstag bewährt sich für alle Arbeiter oder Mechaniker, die durch oder für die Bezirksgemeinde Columbia beschäftigt sind.

DELAWARE. — Der Achtstundentag ist für alle Munizipalangestellte der Wilmingtoncity gesetzlich eingeführt.

HAWAÏ. — Die achtstündige Dienstzeit ist für alle Mechaniker,

Arbeiter, Gehilfen und Angestellte der staatlichen Unternehmungen oder Handelshäuser eingeführt.

Idaho. — Der Achtstundentag ist die gezetzliche Arbeitsdauer in allen Staats-, Gemeinde- und Munizipalunternehmungen.

Illinois. — Der Achtstundentag ist die gezetzliche Arbeitsdauer in allen mechanischen Betrieben, mit Ausnahme der Landwirtschaftlichen Betriebe und wo anderweise übereingenommen wurde. Es bezieht sich nicht auf die Tages-,Wochen- und Monatsbeschäftigung oder bei abgeschlossenem Vertrag, wo eine längere Arbeitszeit aufgenommen wurde. Der Achtstundentag ist für das Personal der öffentlichen Wegebauarbeiten eingeführt.

Indiana. — Der Achtstundentag ist als gesetzliche Arbeitszeit für alle Mechaniker, Arbeiter und Handwerker eingeführt, mit Ausnahme dieser Arbeiter, die in Lantwitschaftlichen Betrieben beschäftigt sind. Die acht Stunden übertreffende Arbeitsdauer ist für Kinder unter acht Jahre durchaus verboten.

Iowa. — Der Achtstundentag ist die Normale Arbeitszeit in öffentlichen Strassenbauunternehmungen.

Kansas.— Der Achtstundentag ist für alle Arbeiter, Mechaniker und andere Personen eingeführt, die für oder in Staatsbetrieben oder für irgend eine Bezirk-, Stadt- oder sonstige Munizipalitätsunternehmung arbeiten

Maryland. — Kein Arbeiter oder Mechaniker, der durch oder für die Stadtbehörden von Baltimore beschäftigt ist, darf mehr als acht Stunden arbeiten.

Massachussets. — Der Achtstundentag bewährt sich für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker, die von oder für irgendwelche Stadt- oder Bezirksgemeinden der Republik beschäftigt sind, falls diese Satzung durch Abstimmung einer anwesenden Stimmenmehrzahl bei jeder Hauptwahl angenommen wird.

Minnesota. — Der Achtstundentag bewährt zich für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker, die in oder für Staatsbetrieben beschäftigt werden,ob auch die Arbeitsbedingungen durch Vertrag oder sonst in irgend einer Weise festgesetzt sind.

Missuri. — Die gesetzliche tägliche Arbeitszeit ist von acht Stunden. Das hindert nicht den Vertragsabschluss für längere oder kürzere Arbeitsdauer und richtet sich nicht auf Tagelöhner und landwirtschafliche Arbeiter. Den Arbeitgebern ist es gesetzlich untersagt, in den Bergwerken die Arbeiter mehr als acht Stunden zu beschäftigen.

Montana. — Der Achtstundendag ist als gesetsliche Arbeitszeit eingeführt für Personen, die in Betrieben mit Motor- und Maschi-

nenwerken oder beim Schrauben oder Zurüstung der Hebezeuge in allen Bergwerken,wo bei unterirdischen Brüchen fünfzehn oder mehr Personen beschäftigt sind und wenn diese Personen auch als Heizer leisten ; ebenso auch Wachtingenieure, die bei Maschinenwerken mit fünfzig Pferdekräfte und mehr operieren, wenn solche Ingenieure nebst anderm Dienst noch mit der Aufsicht oder Besorgung von Dampfkesseln sich zu befassen haben. Das Gezetz bewährt sich nur in solchen Dampwerkbetrieben, in denen unaufhörlich oder sechszehn Stunden und mehr innerhalb 24 gearbeitet wird, und bezieht sich nicht auf Personen, die beim Treiben irgend welcher Hebezeuge mehr als acht Stunden innerhalb 24 Stunden tätig sind, wenn es sich um das Ablösen eines andern Angestellten krankheitshalber oder aus anderem unverhofften Umfall handelt. Die tägliche Arbeitszeit ist von acht Stunden für Weg- und Strassenbauarbeiten.

NEBRASKA. — Der Achtstundentag bewährt sich im Strassenbau und allen oeffentlichen Arbeiten in Städten ersten Ranges.

NEVADA. — Im amtlichen Wegbau, in unterirdischen Brüchen und Schmelzöfen, in allen Betrieben und Unternehmungen der Staats-, Bezirks-, oder Munizipalitätsbehörden und inderen Hilfsbetrieben, ist die Arbeitszeit auf 8 Stunden festgezetzt.

NEW-MEXICO. — Der Achtstundentag ist die erforderte Arbeitsdauer in öffentlichen Wege- und S rassenbauunternehmungen.

NEW-YORK. — Der Achtstundentag ist eingeführt für Betriebe aller Art, mit Ausnahme der landwirtschaftlichen Arbeiter und Bedienten.Die Ueberarbeit für Extrazahlung ist überall erlaubt,mit Ausnahme von Staats- und Munizipalwerkstätten oder Unternehmungen in irgend einer Weise denen unterstellt. Das Gesetz bezieht sich auf solche Arbeiter, die im Dienste des Staates oder einer Munizipalbehörde stehen oder für Personen,die im Auftrage des Staates verwendet sind, und jeder Vertrag, dessen eine Kontrahent der Staat oder eine Munizipalität ist, muss die Bedingung enthalten,dass keinem Arbeiter,Handwerker,Mechaniker im Dienste des Kontrahenten oder Subkontrahenten u. s. w. mehr als eine achtstündige Arbeitszeit an jedem Kalendertage erlaubt oder auferlegt sein darf, mit Ausnahme nur von Umständen besonderer Zufälligkeit.

OHIO. — Die tägliche Arbeitszeit in allen mechanischen Betrieben, Werkstätten oder Bergwerken darf von acht Stunden sein, wenn jedoch nicht anderweise in einem Vertrag ausbedingt ist.

OKLAHOMA. — Der Achtstundentag bewährt sich in staatlichen Wegebauarbeiten.

OREGON. — Der Achtstundentag ist für öffentliche Strassenbauarbeiten eingeführt.

PENNSYLVANIEN. — Der Achtstundentag darf sich als gesetzliche Arbeitszeit für alle Arbeiter und Tagelöhner bewähren, es sei denn dass anderweise in einem Vertrag übereingenommen wurde. Dies bezieht sich nicht auf landwirtschaftliche Arbeiter und Dienstboten auf Jahr, Monat oder Woche.

Eine Arbeitszeit von acht Stunden ist für alle Mechaniker, Arbeiter und Handwerker eingeführt, die in Dienste des Staates, einer Munizipalbehörde oder einer anderen amtlichen Unternehmung stehen. Dies muss sich auch bewähren für Mechaniker, Arbeiter und Handwerker, die mit einer staatlichen Behörde oder Munizipalität Vertrag schliessen, amtliche Arbeiten zu verrichten.

PORTO-RICO. — Keinem Arbeiter in staatlichen Betrieben kann mehr als eine achtstündige Arbeitszeit auferlegt werden.

SUED DAKOTA.—Für alle in öffentlichen Wegebauwerken beschäftigten Arbeiter ist die Arbeitszeit auf acht Stunden festgesetzt.

TENNESSEE. — Der Achtstundentag bewährt sich in Wegebauwerken.

TEXAS. — Der Achtstundentag ist in öffentlichen Wegebauwerken eingeführt.

UTAH. — Der Achtstundentag ist in allen öffentlichen Betrieben und in allen unterirdischen Brüchen oder Werkstätten, Schmelzen, und in allen übrigen Betrieben, wo Erz gereinigt und verarbeitet wird, eingeführt.

WASHINGTON. — Die Arbeitszeit darf von acht Stunden an jedem Kalendertag angeordnet werden für jede Arbeitsleistung im Auftrage des Staates oder einer Munizipalität. In hervortretenden Fällen, kann bei Extralohn die Arbeit auch die Achtstundendauer übertreffen.

WEST VIRGINIA.—Der Achtstundentag darf für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker bewährt sein, die durch oder für den Staat beschäftigt werden.

WISCONSIN. — Eine Arbeitzeit von acht Stunden besteht in allen mechanischen Betrieben und Werkstätten, wenn im Vertrage nicht ausdrücklich andere Konditionen ausbedingt sind ; aber das Gesetz bewährt sich nicht bei wöchentlichem, monatlichem oder jährlichem Engagement. In allen Manufakturen, Werkstätten oder sonstigen Gewerben mit Maschinen- oder Handarbeit, dürfen Kinder unter achtzehn Jahre und Frauen nicht über acht Stunden

täglich arbeiten. Der Achtstundentag bewährt sich im Wegebauwerken.

WYOMING. — Der Achtstundentag ist die gesetzliche Arbeitszeit in allen Bergwerken, Staats- und Munizipalitätsarbeiten.

VEREINIGTE STAATEN. — Der Achtstundentag ist eingeführt für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker, die durch oder für Betriebe der Vereinigte Staaten beschäftigt sind. »

So aus dem Ueberblick obiger Tabelle hervorgeht, ist es den Kontrahenten, Arbeitgebern und Arbeitern, erlaubt, durch Abschluss von Verträgen, das Gesetz zu übertreten. Dieser charateristische Zug, in allen Fällen wo er existiert, verschneidet gegenwärtig das Gesetz.

Was die Herabsetzung der Arbeitszeit durch Arbeitseinstellung anbetrifft, so wäre es gewagt, sich näher darüber auszulassen. In meinem jahrlichen Bericht für 1905, der neulich von dem Bureau veröffentlicht wurde, hatte ich einige Fakten, hinsichtlich der Beziehungen der Kapitalisten zu der *American Federation of Labor* skizziert. Zu den vorigen meiner Angaben, habe ich noch hinzuzufügen, dass es häufig beinahe unmoglich ist, den Ausfall eines Ausstandes fur die Verkürzung der Arbeitszeit zu bestimmen. Die Stellvertreter der Kapitalistenklasse organisieren diese Ausstände zwecks Ausführung einer Anweisung seitens der Arbeitgeber, die dahinzielen, einen Konkurrenten im Nachteil zu versetzen, und oft proklamiert man als «Sieg», was i Wirklichkeit eine Niederlage war. Im allgemeinen glaube ich, ist der neustündige Arbeitstag am häufigsten. Aber in vielen Industrien ist der Arbeitstag ein längerer; nur in einigen ist die Arbeitsdauer normal auf acht Stunden festgesetzt.

Daniel De Leon.
Namens der Socialist Labor Party.

THE INTERNATIONAL SOCIALIST BUREAU

OFFICE : PEOPLE'S PALACE, BRUSSELS

To the Workers of all Countries!

International Socialism has chosen the First of May as the day, on which the class conscious workers of every country, should demonstrate by abstaining from work.

This form of demonstration constitues a periodical warning to Capitalism; by it, the working classes signify their firm intention of pursuing their liberation, without letting themselves be distracted by derivatives such as war between nations.

It is the unity of this movement, which can only triumph if the International proletariat draws together, which will enable the working classes to give to the world peace and liberty.

The organised workers of all countries have estimated, that one of the essential conditions of their liberation is the attainment of a legal, maximum working day of eight hours, to be conquered by the action of trade unions and by legislative measures.

To enable them to realize this fundamental reform, they have the right, not only to count on their own efforts, but also on the revolutionary consequences of the expansion of Capitalism throughout the world.

More and more, industrial development tends to make this limitation of working hours both necessary and possible, by consolidating the workers, by intensifying their work, by unifying the conditions of production.

It is becoming more and more evident, that only an eight hours ' day can reconstitute the working forces, can put a stop to the degeneration of the race, can be a means bywhich the proletarian masses will be able to participate in the moral and intellectual life of humanity.

To combat the resistance with which this partial attempt, preliminary to its complete liberation, is meeting, Socialism, in every country, is mobilizing its armies, daily more numerous and more combative.

In Russia,the proletariat appears to be the decisive factor and the supreme hope of the revolution. In Austria, Hungary and the majority of the States of Germany, universal suffrage is on the point of being accomplished. In France the united Socialist Party has been given a fresh impulse through the friendly working together of its members. The organisations in the United States are preparing to unite. The British Labor Party is turning towards Socialism.

Everywhere the established powers are giving way. Everywhere workers are uniting against those who dominate them. Everywhere the working classes recognize the necessity of putting into practice international solidarity, by all the means in their power and to all useful ends, in order to preserve peace among nations and to defeat the warlike schemes of the capitalistic governments.

The First of May, 1906, symbolises a year full of promise, fertile in results, more fertile still in the hope it engenders.

By participating in the demonstrations which are imminent, workers will affirm their will that this hope shall become reality.

Rest on the First of May !

Demonstrate on the First of May !

Hail to Labour !

The International Socialist Bureau :

Argentine :	A. CAMBIER.
	M. UGARTE.
Australia :	H. DIERKS.
Austria :	Dr. V. ADLER.
	F. SKARET.
Bohemia	A. NEMEC.
	F. SOUCUP.
Bulgary	Y. SAKASOFF.
	G. KIRKOW.
Denmark :	P. KNUDSEN.
	C. M. OLSEN.
Finland :	J. K. KARI.
	Y. SYROLA.
France :	J. JAURÈS.
	E. VAILLANT.
Germany :	A. BEBEL
	P. SINGER.
Great Britain :	H. HYNDMAN.
	J. KEIR HARDIE.
Holland :	P. TROELSTRA.
	H. VAN KOL.
Hungary :	J. WELTNER.
	E. GARAMI.
Italy :	E. FERRI .
	F. TURATI.
Japan :	S. KATAYAMA.
Luxemburg :	Dr WELTER.
Norway :	O. KRINGEN.
	Dr A. ERIKSEN.
Poland :	Dr H. DIAMAND.
	K. KAUTSKY.
Russia :	N. LENINE.
	E. ROUBANOVITCH
Servia :	N. STOJANOWITSCH
Spain :	P. IGLESIAS.
	F. MORA
Sweden :	H. BRANTING.
	C. WICKMAN.
Switserland :	O. RAPIN.
	J. SIGG.
United-States :	D. DE LEON
	M. HILLQUIT.

THE EXECUTIVE COMMITTEE (*Belgium*) :

Ed. ANSEELE. Em. VANDERVELDE.

Cam. HUYSMANS, *Secretary*.

Reports of the affiliated Parties

ON THE

Eight Hours' Day

AUSTRIA

The law of March 8, 1885 stipulates that, in industrial enterprises conducted as factories, hours of labour, for adult men, shall not exceed 11 hours in 24, hours of rest not included.

There is no legal limitation of hours of work in small industries (enterprises without machinery and employing less than 20 workers). Work-time for apprentices, between 12 and 14, shall not exceed 8 hours daily. Besides this, the law stipulates that apprentices and women shall not be employed at night at regular industrial work, viz from 8 in the evening till 5 in the morning. Nevertheless, the Minister of Trade, in agreement with the Minister of the Interior, may authorize factories to occupy apprentices, between 14 and 16, as well as women, at night.

These so-called exceptions are not only frequent, but they are the rule.

Since 1885, the duration of work has not been limited legally, excepting in the case of miners. It was the miners, general strike, in the beginning of 1900, which forced government to propose to Parliament a bill concerning this category of workers. This bill stipulated, that the daily work of miners shall not exceed 9 hours. This law was voted by Parliament ou May 24, 1901.

We unfortunately do not possess sufficient statistics on the hours of work in industrial enterprises. An 10 hours' day is the most frequent. The 11 hours' day is to be met with only in small provincial communes, and even there, especially in the last few years, the struggle for shorter hours of labour, supported by trade unions, has been succesful.

In the factories of Gratz, hours of labour oscillate between 8 3/4 and 9 hours, maximum. A reduction of labour-time to 9 hours daily, has also been obtained in a few other enterprises, but here also, only in larger industrial centres, through the influence of Trade-unions.

An 8 hours day exists only in a few isolated enterprises.

SKARET
(In the name of the Social-democratic Labour Party of Austria.)

BELGIUM

LEGISLATION. — The law of December 13 1889, on labour of children and women under 21 years, limits to 12 hours the maximum workday of protected persons in mines, manufacturies, factories, etc. Government may, by royal decree, limit the workday further still. As a matter of fact, by a series of decrees, published after the promulgation of the law, the maximum workday has been limited to 11 hours daily in the linen, hemp and jute industries; to 66 hours weekly in the cotton industry (1904); to 11 1/4 hours daily in the wool industry (1892); to 10 hours daily in paper mills (1903); to 10 1/2 hours in match-factories (1892); to 12 hours in brickmaking, etc.

There is no legal disposition limiting the workday of adult men and women, except a law which will be put in force on 1 July 1906, preventing workmen from working on Sundays and giving a half holiday to employees.

Propositions reducing adult work have been admitted in principle by the « Section centrale » of the Chamber of deputies, but government opposes its *Vis inertiae* to all endeavours to obtain discussion.

HOURS OF LABOUR. — The last official figures on the matter have been furnished by the industrial census of 31 December 1906, published by government in 1902.

According to this document, of which a circumstantial analysis has been published in the *Revue d'Economie politique* (1902, p. 576 and fol.) out of 600,000 industrial workers (taking a round number), whose hours of labour, without rest, it has been possible to determine, — that is to say, out of 9/10 of all the Belgian workers :

70,000 or, rather more than 1/10, worked less than 10 hours.
215,000 » » » 1/3, worked about 10 hours.
95,000 or, approximately 1/6, worked 10 1/2 hours.
100,000 or, » 1/6, worked 11 hours.
125,000 or, rather more than 1/5, worked more than 11 hours.

A ten hours' workday was, consequently, most frequent in all industries taken together; an eight hours' workday applied to 27,000 workmen, or 4% of the whole. A workday superior to 11 hours, was not rare; it was the rule for more than 1/5 of the workmen.

According to the last census, some reductions have been obtained by labour organisations. The diamond-cutters of Antwerp, for instance, have imposed the ten hours days to the employers; the same reform has been obtained by workers of the textile piece work industry in Verviers; in consequence of a strike of 13 weeks (1905), the cottonspinners of Ghent have obtained a slight reduction. The Syndical Congress of 25 December 1905 has decided to organize a movement for the reduction of hours of labour, in the whole country, by the combined action of law and trades unions.

EM. VANDERVELDE
(in name of the Belgian Labour Party)

BOHEMIA

LEGISLATION. — In *factories*, the eleven hours' day has been introduced and in mines the nine hours'day. Supplementary hours of labour are tolerated in industrial and in mining enterprises, but only in urgent cases and with the assentiment of the authorities. Between hours of labour, there must be a rest of at least 1-1/2 hours of which one, if possible, at midday. The Minister of commerce can allow diminutions of these hours of rest in certain enterprises, more especially there, where the interruption of labour is not possible.

It is forbidden to employ children under 12 in regular industrial enterprises. Between 12 and 14, they can only be employed as far as their work does not injure their health, nor their physical development and does not prevent their visiting school. In no case, hours of labour may exceed 8 per day. In factories, child labour is forbidden.

The Ministers of commerce and industry are required to draw up

a list of the industries where work is dangerous, and in which workers under 16 and women cannot be employed,or can only be employed under certain conditions. Women can only be employed 4 weeks after their confinement.

Young workmen, under 16, may not be employed in essentially industrial work. The Minister of commerce, by reason of a privilege accorded to him by law, has authorized certain factories, to employ young workmen during the night.This remark also applies to night work for women. The total length of hours of labour, for persons whom the government has authorized to do night work, may not exceed 11 hours out of 24. A whole holiday on Sundays has been introduced and only a few industries and enterprises do not benefit by it. For instance, the food trade, those industries where the interruption of work would occasion heavy losses, and the industries where the workmen are divided into two gangs. In those enterprises, where hours of labour are more than 3 on Sundays, workers have a right to another day or to two days of each time 6 hours of rest. This is called *compensatory rest.* In principle, the Sunday-holiday has been introduced in all industrial enterprises. It must begin at 6 o'clock in the morning at the latest, and last at least 24 hours. On Bank holidays, work must be regulated in such a way, that workers may be able to attend religious service.

In the commercial enterprises of Prague, and in the district depending on the police,as well in as in the neighbouring communes of Vysocan and of Radlitz, a complete day of rest has been introduced on Sundays by an ordonnance of the Governor of Bohemia.

Only shops where food is sold, can remain open till 11 o'clock in the morning.

Labour hours in Bohemia are still regulated in an extra legal fashion, that is to say, by the influence of the labour organisations. Although the legal working day in factories is *eleven hours*, and is illimited in the small industries, workmen have, in nearly all factories, obtained a ten hours day. To a great extent, the same has taken place in small enterprises. In many industries, working hours are still shorter.

The workers in small industries have the longest hours of labour. They have an eleven hours day, which is often longer still for bookmakers and tailors,for bakers,etc. and for employees. No officiel statistics exist as to labour hours in the different categories of workmen in Bohemia.

According to private inquiries, about 200 plasterers and model-

lors of Prague have obtained an 8 hours day; more than 9000 workers of the engineering workshops of Prague and surroundings have conquered a 9 hours day. Besides this, 2600 printers and about 700 lithographers in the whole of Bohemia, 1000 cabinet-makers of Prague as well as 51,000 miners of Bohemia have a 9 hours day; 2148 bookbinders in Prague and surroundings have a 9-1/2 hours day; the number of workmen, whose daily labour hours amount to 10, 11 and more, is not established by the statistics.

ANTON NEMEC, FRANZ SOUCUP
(in name of the Tcheco-Slavonic Social-democratic Party.)

DENMARK

Hours of Labour are the following :

		In 1872	In 1884	In 1899	In 1903
More than 11 hours	%	30,9	17,7	8,05	4,30
» 10 hours	%	62,9	51,6	7,53	8,00
10 hours	%	5,7	26,5	70,70	60,60
Less than 10 hours	%	0,5	4,2	13,72	27,10

For more details concerning the situation in 1903-04, one can consult the reports of the Inspection of labour, whose official inquiry, including 76,706 workers and bearing upon 4,505 enterprises has given the following results :

3,292	workers, viz	4,3 %	are occupied	11	hours daily
6,173	»	8,0 %	»	10 1/2	»
46,448	»	60,6 %	»	10	»
7,602	»	9,9 %	»	9 1/2	»
8,963	»	11,7 %	»	9	»
4,228	»	5,5 %	»	8 1/2	»

The majority of Danish workers work 10 *hours or less*. A smal minority works more than 10 hours. Printers have the shortest hours, glass workers and connex industries, the longest.

(from a notice sent by OLSEN, delegate of the Danish Social-democratic Party).

FRANCE

1° LEGISLATION.— The law of 2 November 1892, amended, by the law of 30 March 1900, is applicable to factories, manufactories mines, diggings, quarries, yards, workshops and dependencies and fixes a maximum workday of ten hours for children and women there occupied, aswell as for adult men working in the same buildings as the children and women.

The same decrees permit numerous derogations to this rule, notably to some fifty professions, whose hours of labour may be lengthened by authorisation of a divisionnary inspector.

The law of 9 September, 1848, limits to 12 hours the daywork of adult men in manufactories and factories, which occupy neither women nor children.

The law of 29 June 1905 fixes a maximum work day of 9 hours, till 2 January 1908, for workmen employed in extraction in underground fuelwork, after that an 8 1/2 hours day till 2 January 1910, finally an 8 hours day, from this date.

The decrees concerning railway servants fix a maximum work day of 10 hours for enginemen, stokers and guards, and of 12 hours for station and roadmen.

The decrees concerning workmen in the service of the State, grant an 8 hours working day to workmen in arsenals and dockyards, a 9 hours day to all those employed in the workshops belonging to the war office, « Imprimerie nationale », etc.

Hours of labour are not limited as regards workmen in the food industry, agricultural labourers or employees whatever their sex or age.

2° HOURS OF LABOUR.— According to reports on the application of the laws regulating labour in 1904, hours of labour were limited to ten hours in 158,706 enterprises, including :

	236,550	lads ;
	244,812	girls ;
	633,706	women ;
	1,104,118	adult men.
Together	2,259,186	persons.

Hours of labour are limited to 12 hours in 36,481 enterprises. including 324,383 adult men.

Mines and quarries include 35,555 enterprises, employing :

	Surface	Underground	Total
Lads	11,020	14.615	25,635
Girls	3,128	»	3,128
Women	6,060	»	6,060
Adult men	157,290	137,737	295,027
Together	177,498	152,352	329,850

Legal day work has been limited to 9 hours for underground workers, to 10 hours for surface workers, excepting for some categories of men who are not touched by the laws mentioned above.

It may be observed that 10,619 children are occupied, during the night in the factories in which work is continuous.

In 1904, hours of labour for children and women were prolonged to 11 o'clock at night in 2,312 entreprises, thus bringing night attendances to 558,913.

Besides this, the inspectors have authorized an increase of hours of labour in 6,209 enterprises, thus increasing the hours of work by :

1,399,388 days for children ;
3,491,651 days for women ;
3,891,053 days for adult men.

Together 8,782,092 days for all workers.

Laboratories, kitchens, cellars and wine-vaults, storehouses, shops, bureaux, entreprises of loading and unloading with dependencies (with yards and workshops occupying neither women nor children), constitute 313,662 enterprises submitted to the law relative to public health, and include :

64,516 lads ;
21,527 girls ;
127,331 women ;
865,224 adult men.

1,078,598

that is to say *1,078,598 persons*, who are not protected by the law relative to hours of labours.

If we compare the number of persons protected by law to the whole of the working class, (as numbered by the census of 1901), which, disseminated in 2,245,356 enterprises (industry, trade fishing, forests, agriculture) includes 3,222,754 female workers

and 7,433,104 male workers, forming a total of 10,655,858 workers, we remark that 28 °/o of the women and 26 °/o of the men are protected. If we consider industry only, the proportion is 77 °/o for women and 60 °/o for men.

4° PARLIAMENTARY AND SYNDICAL ACTION. — Members of the Socialist group in Parliament have brought in bills to establish an eight hours workday and a minimum wage :

1° For all workmen and workwomen, and for all employees of both sexes;

2° For all workmen and workwomen, and for employees of both sexes depending on the State.

3° A proposition relative only to the limitation of hours of labour in mines.

The « Confédération générale du Travail », in its Congress held at Bourges, in September 1904, has decided to organise an energetic movement, with the object that on May 1, 1905, workmen will themselves takes the initiative of working for not more than eight hours a day.

ARTHUR GROUSSIER
(in name of the Socialist Party, French section of the Internationale)

GERMANY

LEGISLATION.— The laws, which, in Germany, regulate hours of work, are the following :

1° The Industrial Code;
2° The law protecting children occupied in industry ;
3° The Maritime Code ;
4° The law on mines edicted by the different States;
5° The ordonnances of the Federal Council, based on the Industrial Code.

The ancient Prussian law on industries, already included an interdiction of child labour. It was forbidden, in factories, mines, quarries and salt-works to occupy children less than 12 years of age. Children over 12, who were still obliged to frequent the public schools and had not exceeded their 14th year, were not allowed to work more than 6 hours daily. Young men, of 14 and 16, were not permitted to be occupied for more than 10 hours daily, and for these, the authorities could reduce working hours to 6, if the worker still went to school.

This was the case in Schleswig-Holstein, where lads were obliged to go to school still after 14, and girls still after 15 years.

Our comrades continually demanded further limitations of hours of labour. In 1869 already, Dr J.-B. von Schweitzer at the time of the examination of labour regulations, had asked for a normal workday for all workers. In 1877, our comrades presented a bill on labour, protection in which they proposed, besides interdiction of Sunday labour, a workday of 10 hours.

The bourgeois parties and principally the government opposed this reform. On questions touching labour, Bismarck's views belonged to the Manchesterian school. Tho only initiative he took during his rule, which ended in the spring of 1890, was an inquiry on Sunday work.

His politics on the labour question were confined to persecution of Social democrats, and to the three insurance laws: on illness accidents and invalidity.

In 1884, our comrades presented a new bill on labour protection, and the Catholic Centre then resolved also to ask for an extension of Social legislation. The International Congress of 1889 gave a special impulse to this question, and, when it had formulated a programme of the demands made by the working classes, it was felt that there was something to be done.

On 4 February 1900 the Imperial ordonnance appeared, in which it was said: « This examination (of the situation of workers) must start from the principle, that it is for the State to regulate hours of labour and the nature of the work in such a manner, that the conservation of health, precepts of morality, the economic wants of the workers and their demands as to equality before the law, be guaranteed. However when these propositions were to be made into laws, they met with violent opposition on the part of the capitalists and the social kingdom capitulated before the kingdom of industry.

An amendment to the Industrial Code, presented to the Reichstag on 6 May, forbade work on Sundays, prescribed an eleven hours day for women and authorized the federal Council to fix a maximum work-day in industries where, in consequence of prolonged labour hours, the health of the workers might be in danger. An inquiry of comrade Bebel, on the hours of labour in bakeries, largely contributed to the vote of this resolution (§ 120 e. of the *Industrial Code*).

Sunday work has been reduced to such an extent, that shops are only allowed to be open during five hours on Sundays and

Bank holidays.Hotels and bars,as well as the transport industries, are not submitted to this law. Besides this, work is authorized in enterprises whose nature requires uninterrupted labour, that is to say, where stoppage may occasion losses, and also in enterprises dependent on hydraulic power or wind. Authorization to employ workers is given, in certain industries enumerated in the law, by a decision of the federal Council; other exceptions are admitted by the central authority of each State, and exceptions for a few days, by the police.

In all other cases, work on Sunday is not allowed, and this interdiction is fairly well observed. But the whole of the legislation on labour protection only applies to Industry, Trade and Transport. It does not apply to Agriculture.

Work in factories is forbidden to children, who are less than 13 years old. Women are allowed to work 11 hours by day. They are forbidden to work at night.

The federal Council has made but little use of the right it has been given by the law,to shorten hours of labor.On 4 March 1896,an ordonnance appeared, by which day work for bakers is reduced to 12 hours, and to 11 and 10 hours for apprentices. On 26 April, an ordonnance was published, which extends these limitations to mills and prescribes a daily rest of 8 hours. Later on, a regulation was made for waiters and cooks in hotels and public houses, by which they obtain a daily rest of 8 hours, and a day's holiday once a fortnight.

Other ordonnances apply particularly to unhealthy industries in which, in certain cases, hours of labour have been reduced.

In the « Thomas » ovens, hours of labour may not exceed 10, if work is interrupted by rest, and 8 if it is continuous. In the galvanisation workshops of rubber factories, labour shall not, according to an ordonnance of 1 March 1902, exceed twice two hours daily, if in the galvanisation, sulphuret of carbon is employed.

In quarries and workshops for cutting stones, hours of labour may not exceed 10 for extraction work and 9 for cutting.

In factories, where white of lead is used, hours of labour may not exceed 12 hours.

In factories where accumulators are made,workers, occupied in mixing,may not work for more than 8 hours, when work is interrupted by rest, and for 6 hours when labour is continuous.

A series of ordonnances concern Only regulations for workshops, the disposal of workshops, methods of labour etc., but they do

not refer to hours of labour. Ordonnances of this kind have been prescribed for cigar-, soda-, chromate-zinc-, and glass factories, etc.

On 9 July 1900 the stipulations of § 135 to § 139b (interdiction of childlabour, a 10 hours day for persons from 14 to 16 years, an 11 hours day for men and interdiction of nightlabour for young workers) have also been extended to workshops, where motors are employed. Later on, these prescriptions have been applied likewise to shops, where clothes are made.

By an amendment to the Industrial Code, published on 30 June 1900, it has been prescribed that shops shall be closed at 9 o'clock at night and that the employees of these have the right, in communes of 20,000 inhabitants and more, to a rest of 11 hours, and in the smaller communes to a rest of 10 hours.

A law of 23 March 1903, limits the labour of children employed as messengers in trade and transport enterprises.

The text of the Maritime Code, applied since 1903, stipulates that on transatlantic steamers, there shall be 3 gangs for firing and engines, and that engine men and stokers shall not work for more than twice 4 hours. When the ship is at anchor in ports, sailors shall not be occupied for more than 10 hours, and in the tropics, for not more than 8 hours. On Sunday, seaman shall only do work that is indispensable.

It is, unhappily, not possible to find out if, and in what measure, professional associations have inscribed, in their provisions against accidents, a limitation of hours of labour. These provisions require to be sanctioned by the Imperial Insurance Office, and may not be enforced till after its approval. They are also published by the professional organisations, but no collection of these acts exists. The protecting stipulations of the Industrial Code apply to miners, as does also the greater part of the legislation on insurance. But the more important questions concerning these are regulated by the mining laws of each federal State. This applies more especially to Prussia and to Saxony, as in the other States, there is only brown-coal and alkali. The number of persons, employed in mines, in saltworks and turf pits in 1895, came to 487,024 in Prussia and to 32,458 in Saxony, out of 567,753 workers numbered by the census. Mining laws in Prussia, stipulate that, in enterprises where the temperature regularly exceeds 28 degrees C., hours of labour shall not exceed 6.

The Central Committee of the German Social-democratic Party.

GREAT BRITAIN.

Under the various Factory Acts the labour of women and children is limited in certain kinds of employment.

Children may be employed as half-timers in textile factories from 12 years of age, and at 13 on full time in any industry, even in mines. In many occupations, they may be employed for any period outside schoolhours. The raising of the school age is very necessary, it being at present among the lowest in Europe.

Textile factories employing women or children may work only between 6 a. m. et 6 p. m. (or 7 am. et 7 pm.) and only 56 1/2 hours net per week & overtime is prohibited.

In non-textile factories and ordinary workshops, women may be worked 60 hours per week & overtime under certain conditions, & the hours may range from 6 am. to 8 pm., or if no children are employed, from 6 to 10 pm.

In laundries, the only limit is the general one of 60 hours per week (or fourteen in any one day).

In another cases, there is no restriction.

In the case of men, there is no restriction by legislation, except indirectly where they are working in textile factories where women and children are employed.

There is also administrative power of interference under the Railways Regulation Act, 1893 by which the Board of Trade, if it considers the hours of any railway servants too long, may require the railway company te prepare a new schedule of hours under heavy benalties for non-compliance. The hours of many thousands of workers have been shortened in this way.

Attempts have been made last session in Parliament for many years to obtain the Eight Hours Day for miners. This is supported by all the miners except those of Durham. The advocacy of the General Eight Hours Day by legislation is chiefly among the Socialists.

Apart from legislation, the large and well organised trades have been able by trade union action to secure a usual working week, varying from 50 to 60 hours. The effect, however, of this Nine Hours Movement has been considerably neutralised bv the working of overtime.

In smaller workshops, there is practically no limit.

The hours, too, of shop-assistants, railway men, omnibus and tramway men, are in many cases, inhumanly long.

It has been estimated that probably half the working population of London works more than 12 hours per day.

The Eight hours day is in operation for Government workmen in the factories of the War Office, dockyards and the Post Office telegraph factories.

Certain private firms have also instituted the Eight Hours Day in their factories.

As regards the general tendency, the following may be quoted from the Board of Trade Labour Gazette for January, 1906, on the changes in hours of labour during 1905 : « The changes in the weekly hours of labour reported during 1905 affected 92,000 work-people, and resulted in a net reduction in their working time amounting in the agregate to nearly 65,000 hours per week. The bulk of these changes were in the building trades ».

J. Frd. GREEN.
(in name of the « British Socialist Committee of the International Socialist Congresses)

HOLLAND

LEGISLATION. — The law of May 5, 1889 (modified in 1895, 1896, and 1902) limits the work of women and adolescents, under the age of 16, to eleven hours, stipulating, that work shall not begin before 5 o' clock in the morning and must be terminated at 7 o'clock in the evening, thus excluding protected persons from night employment. The law applies only to labour in factories and workshops. It allows exceptions to this, to be prescribed by Royal decree. These exceptions are fairly frequent.

The same law forbids employment of children under 12. It is not applied rigorously on this point. The reports of the labour inspectors prove that the paid employment of children, in the morning and in the evening, before and after school hours, is not unusual.

Agriculture, horticulture, turf pits and cattle farming are not submitted to this law, as far as women, adolescents and children are concerned.

According to the figures given by the Labour inspection, labours hours for adult men were the following, in inspected factories and workshops, during the summer :

From	9	hours or less for	19 °/₀
»	9 1/2	»	9 1/2 °/₀
»	10	»	23 °/₀
»	10 1/2	»	20 °/₀
»	11	»	28 1/2 °/₀

These figures are the average for 1903 and 1904, and they refer to 93,491 workers. We have no law limiting day work of adult men. According to information given by the Inspection of Labour, labour hours of adult men, in inspected factories and workshops, during the summer, were the following :

From	9	hours and less for	4,6 °/₀
»	9 1/2	»	5,2 »
»	10	»	21,3 »
»	10 1/2	»	16,1 »
»	11	»	27,4 »
»	11 1/2	»	8,1 »
»	12	»	10,4 »
»	12 1/2	»	2,3 »
»	13		2,6 »
»	13 1/2	and more	2,0 »

These figures are also the average for 1903 and 1904. They refer to 220,974 workers.

It is to be noticed, that these figures do not give a complete idea of the situation, as they refer only to factories and workshops visited by labour inspectors.

It results from these figures, that hours of work are from 10 *hours and less* for nearly 31 °/₀ of these workers, *from* 10 1/2 *hours and more* for nearly 69 °/₀ and *from* 12 *hours and more* for about 17 °/₀ of workers.

Only one group of workers, the diamond-cutters of Amsterdam, have, by means of their organisation, obtained a 9 hours' day. In all other industries, a 9 hours' day is exceptional ; it has been introduced in only a few isolated factories and workshops.

Our next congress will be called upon to organise a movement in favor of a maximum ten hours' day for adult men, — as a passing measure to a more effective reduction, and in favour of the prohibition of nightwork and for the extension of protective measures concerning the employment of women, adolescents and children.

VAN KUYKHOF.

(for the Social-Democratic Labour Party of Holland)

HUNGARY

Hungarian legislation allows a 16 *hours* workday. For children under 16, it prescribes 10 *hours*, but this law is not strictly applied.

Factory-inspection in Hungary exists only in name. Factories in general are unhealthy. In the mines, the situation is lamentable.

According to labour statistics, published in 1901 by the Board of Trade, there are, in Hungary, 2642 factories, occupying together 221,823 workers. Thewages of these are the following : less than ten *Kronen* weekly : 74,356 or 31,07 °/₀ workers; less than 10-14 weekly : 53,597 workers or 22,34 °/₀; less than 20-30 : 34,355 workers or 14,32 °/₀.

According to official figures, published in 1901, hours of labour are the following :

In 202 factories	more than	12	hours	daily.
In 285	»	12	hours	daily.
In 714	»	11	»	»
In 688	»	10	»	»
In 227	»	9	»	»

On an average, the 11 hours'day predominates.

It is worth while to notice, however, that the trades-unionist movement has developed rapidly during the three last years; through this movement, nearly 30,000 workmen have obtained a 9 hours'day and 100,000 a 10 hours'day. In consequence, wages have increased by 20 °/₀ during the last three years; but the price of food and housing has augmented in the same proportion.

The celebration of the first of May has conquered cityright in Hungary. It was only in the beginning of 1890 that we met with opposition in organizing this demonstration.

BUCHINGER,

(in name of the Social-democratic Party of Hungary)

ITALY.

The law of June 19, 1902, on Women- and Child labour determines as follows the maximum workingday for protected persons:

Children from 10 to 12 years old. . . .	8 hours.
» » 12 to 15 years old. . . .	11 hours.
Women of every age.	12 hours.

The Minister of Agriculture, Industry and Trade may authorize temporarily and exceptionnally, on advice of the Provincial Health-Council, the employment of children from 12 to 15 years old during 12 hours, provided that this prolongation be claimed by technical or economic necessities.

There is no legal disposition limiting hours of labour for men, older than 15.

In Italy, government having not yet organised an industrial census, it is not possible to publish general statistics on working hours in our country. The Labour-Bureau tries to fill this regretable gap, but its studies on the matter are still backward. There are, not wisthanding, some figures published in the *Bollettino del lavoro*:

In the *Textile trade*, which is the most developed industry in Italy, the Bureau had received information concerning 64 localities and there was a 10 hours working day in 2 localities, a 10 1/2 h. one in 4, an 11 hours one in 2, an 11 1/2 hours one in 53 and a 12 h. one in 3 localities.

In *mines* and *quarries*, an eight hours day is the most frequent for extraction work while an 8 to 12 hours day is the most frequent for work in the open and in workshops.

For *metalworkers*, the working day is from 10 to 12 hours and in the majority of cases, it oscillates between 10 and 11 hours.

In the *marble industry*, which is of great importance in Italy, a 10 hours day is neary always the rule.

In the *glass industry*, an agreement between employers and workmen has limited hours of labour to 8 and 9, according to the categories of workers.

In the *wood industry*, the working day is from 10 to 11 hours.

In the *leather and skin trade*, the information which concerns a limited number of localities, gives a uniform 10 hours' day.

In the *printing trade*, the working day is from 9 to 10 hours.

In the building trade, the working day is 10 hours in 75 localities — 10 1/2 in 18 — 11 in 23 — 12 in 3.

The Secretary of the Italian Socialist Party.

SERVIA

Industrial development has only lately been introduced into Servia. Thus it is only recently that a modern working class, conscious of the necessity of class struggle, has been formed and organised. The non organised workers have a workday of 15 *hours*. As for the organised workmen, their average daytime is the following :

Cigarmakers	8 1/2 hours
Printers	9 hours
Bookbinders	9 1/2 hours
Painters	9 1/2 hours
Woodworkers	10 1/2 hours
Metalworkers	10 1/2 hours
Tailors	10 1/2 hours
Shoemakers	11 hours

Working hours are fixed by agreement and tariff, and in order to appreciate the advantages ensuing from this system, one must remember that, a few years ago, workers had a 16 *hours*' day.

In State enterprises, the working day lasts 10 hours. Up to now, trade unions have not succeeded in organising these workers.

Our country has no legislation for the protection of labour. Here and there, the laws contain an isolated text in favour of the working classes which, however, employers do not respect. This situation is explicable. Our party has no representatives in Parliament. We have recently, for the first time, taken part in the municipal elections where we gained 9 out of 45 seats in Belgrade, 5 out of 30 at Kragijewot and 3 out of 30 at Schaboz.

N. STOJANOVITSCH
(for the Servian Socialist Party)

SWEDEN

LEGISLATION. — The object of the law of November 18, 1861 concerning the employment of « persons in low age » in factories and workshops, tends to forbid the employment of children, who are not twelve years old and who do not possess the knowledge required for the examination which they have to pass on leaving the public schools and of those for whom the work is too hard by reason of bad health.

By « persons in low age » the law means persons who are not quite 18 and by « children » those who are not quite 14.

The same law permits the daily employment in factories of « children » during six hours maximum and of » persons in low age » during 10 hours. These hours shall fall between six o'clock in the morning and eight o'clock in the evening. The law forbids the employment of girls and children underground, in mines or in quarries. Up to now however, this law has been delusive, for it has often been violated without punishment ensuing.

A complemental law was promulgated on October 17, 1900. It prescribes, that children, who are not yet 13, shall not be employed for more than six hours daily, in industrial professions. Il also limits to 10 hours, daily, the work of persons who are not yet 18. These hours fall between 6 o'clock in the morning and 7 o'clock in the evening.

Since the promulgation of the law of May 10th 1889, concerning protection against professional dangers, and of the rider added to the law, dated December 13, 1895, and, finally, since the introduction of labour inspection, the Swedish proletariat has more guarantees that the law will be obeyed.

Sweden does not yet possess any legislation as regards the working hours of adult workmen. However, in consequence of the activity of strong labour organisations, hours of work have been steadily reduced.

In the beginning of the labour movement, in 1880, working hours were 12 and even 15 daily, while now, in general, they have been reduced to 9 and 10. In all the collective labour contracts, which are being contracted for at the present time, working hours, per week are 60, maximum. In certain branches, thev have been reduced to 58, 56, 54 and even 52. We do not yet possess exact figures concerning the different professions, but an inquiry, which the government is making, will prove, beyond all contestation, that the movement for diminishing hours of labour in Sweden has not been in vain, although legislation has not, till now, considered adult workers.

The two Chambers of the « Riksdag » have however resolved, unanimously, that government shall submit to Parliament a bill, stipulating conditions by which municipalities will be authorized to fix a closing hour for shops, and another bill improving existing laws regarding the trade of pedlars. The object of this resolution is to fix a legal working day for trade employees.

C. G. T. Wickman Hj. Branting.
(in name of the Socialdemocratic Party of Sweden)

SWITZERLAND

The federal factory law of 23 March 1877 prescribes a maximum day of 11 hours and of 10 hours on Saturdays, Since a few months, our Parliament has adopted a further reduction of one hour a week, on Saturdays. Since more than 27 years, the working class has fought,without result, for a ten hours day. Meanwhile,a large number of entreprises, forced by production and the labour movement, have reduced hours of labour below the legal limit. The statistics of 1895 and 1901 give a precise idea of these reductions :

In 1895, hours of labour were 65 a week in 57,1 °/₀, — 62 1/2 hours in 9, 3 °/₀, — 57 hours in 28, 3 °/₀, — 54 hours in 3, 3 °/₀ — and less than 54 hours in 1, 5 °/₀ of enterprises ; in 1901, hours of labour were 65 a week in 41, 7 °/₀, — 62 1/2 hours in 12 2 °/₀, — 57 hours in 38, 1 °/₀, — 54 hours in 4, 6 °/₀ and under 54 hours in 3, 4 °/₀ of enterprises.

If one calculates the average per workman and week, the result is, for 1895 : 62 hours and 51 minutes, and for 1901 : 62 hours 3 minutes, that is to say, an average daily shortening of labour by 8 minutes.

This somewhat extraordinary phenomenon is explainable by the fact that more especially those branches of industry (for instance textile and stone industries) which employ large masses of workmen, stil cling to the longest hours of labour. It follows that 65 hours per week are the rule in 73 °/₀ of the cotton trade, 56 °/₀ of the silk industry, 37 °/₀ of the wool industry, 57 °/₀ of the linen trade, 69 °/ of stone and ceramic industries. In the workshops for the construction of engines, only 8, 7 °/₀ have 65 hours of labour, — 81 °/₀ 57 hours, — 5, 7 °/₀, 54 and 0, 4 °/₀ less than 54 hours.

As regards hours of labour in all the industries, taken together, in Switzerland, those in the cotton trade are the most unfavourable and those in the relatively little developed industry of engine construction, the most favourable.

Overtime can be allowed by the communal, district and cantonal authorities, and in several localities, it is granted so frequently that the legal hours are only a fiction.

Workshops, in which labour is continuous, are forced to introduce three gangs as a rule, working eight hours each. Law

forbids the system of 2 gangs, but here also admits exceptions. Women and child labour is however forbidden at night as well as work on Sundays. Overtime can be allowed to adult men, over 18, at night and on Sundays.

(notice of the Social-democratic Party of Switzerland, according to Dr J. Hertz)

UNITED STATES

According to the report of the Federal Bureau of Labor, there are 8 hour laws in 31 out of the 45 States of the Union, besides several territories and dependencies, also under the United States itself. These laws, however, are neither uniform, nor are they as thorough as may appear superficially. I refer to the below official table :

« ARIZONA. — Eight hours constitute a day's work in all mines and underground workings.

ARKANSAS. — Eight hours of labor constitute a day's work, unless it is otherwise expressly stipulated by the parties to a contract. The time of service of all labores, workmen, and mechanics employed upon any public works of, or work done for, the State, or for any political sub-division thereof, whether the work is to be done by contract or otherwise, is limited and restricted to eight hours in any one calendar day, and a stipulation that no workman, laborer, or mechanic in the employ of the contractor or sub-contractor shall be required or permitted to work more than eight hours in any one calendar day, except in cases of extraordinary emergency, shall be contained in every contract to which the State or any political sub-division thereof is a party.

COLORADO. — Eight hours constitute a day's work for all workingmen employed by the State, or any county, township, school district, municipality, or incorporated town, and for workingmen in all underground mines or workings and in smelting and refining works.

CONNECTICUT. — Eight hours of labor constitute a lawful day's work unless otherwise agreed.

DELAWARE. — Eight hours constitute a legal day's work for all municipal employés in the city of Wilmington.

DISTRICT OF COLUMBIA. — Eight hours constitute a day's work for all laborers or mechanics employed by or on behalf of the District of Columbia.

HAWAÏ. — For all mechanics, clerks, laborers, and other employés on public works and in public offices eight hour of actual service constitue a day's work.

IDAHO. — Eight hours' actual work constitute a lafwul day's work on all State, county, and municipal work.

ILLINOIS. — Eight hours are a legal day's work in all mechanical employments, except ou farms, and when otherwise agreed ; does not apply to service by the day, week, or month, or prevent contracts for longer hours. Eight hours constitute a day's labor for persons assessed to work on public highways.

INDIANA. — Eight hours of labor constitute a legal day's work for all classes of mechanics, workingmen and laborers, excepting those engaged in agricultural and domestic labor. Overwork by agreement and for extra compensation is permitted. The employment of persons under fourteen vears of age for more than eight hours per day is absolutely prohibited.

IOWA. — Eight hours constitute a day's labor on public roads.

KANSAS. — Eight hours constitute a day's work for all laborers, mechanics, or other persons employed by or on behalf of the State or any county, city, township, or other municipality.

MARYLAND. — No mechanic or laborer employed by or on behalf of the city of Baltimore shall be required to work more than eight hours as a day's labor.

MASSACHUSETTS. — Eight hours shall constitute a day's work for all laborers, workmen, and mechanics employed by or on behalf of any city or town in the Commonwealth upon acceptance of the statute by a majority of voters present and voting upon the same at any general election.

MINNESOTA. — Eight hours constitute a day's labor for all laborers, workmen, and mechanics employed by or on behalf of the State, whether the work is done by contract or otherwise.

MISSOURI. — Eight hours constitute a legal day's work. The law dees not prevent an agreement to work for a longer or a shorter time and does not apply to laborers and farm hands in the service of farmers or others engaged in agriculture. It is unlawful for employers to work their employés longer than eight hours per day in mines.

MONTANA. — Eight hours constitute a legal day's work for persons engaged to operate or handle any first-motion or direct-acting hoisting engine, or any geared or indirect-acting hoisting engine at any mine employing fifteen or more men underground when the duties of fireman are performed by the person so

engaged; also for any stationary engine developing fifty or more horse-power when such engineer has charge or control of a boiler or boilers in addition to his other duties. The law applies only to such steam plants as are in continuous operation or are operated sixteen ore more hours in each twenty-four hours, and does not apply to persons running any engine more than eight hours in each twenty-four for th purpose of relieving another employé in case of sickness or other unforeseen cause. Eight hours constitute a day's labor upon roads and highways.

NEBRASKA. — Eight hours constitute a day's work on public roads and on all public works in cities of the first class.

NEVADA. — For labor on public highways, in underground mines and smelters, and on all works and undertakings carried on or aided by the State, county, or municipal governments, the hours of labor are fixed at eight per day.

NEW MEXICO. — Eight hours are required as a day's labor on public roads and highways.

NEW York. — Eight hours constitute a day's work for all classe of employés, except in farm or domestic labor. Overwork for extra pay is permitted, except upon work by or for the State or a municipal corporation, or by contractors or sub-contractors therewith. The law applies to those employed by the State or municipality, or by persons contracting for State work, and each contract to which the State or a municipal corporation is party shall contain a stipulation that no workman, laborer or mechanic in the employ of the contractor, sub-contractor, etc., shall be permitted or required to work more than eight hours in any one calendar day, except in cases of extraordinary emergency.

OHIO. — Eight hours shall constitute a day's work in all engagements to labor in any mechanical, manufacturing, or mining business, unless otherwise expressly stipulated in the contract.

OKLAHOMA. — Eight hours constitute a day's labor on public highways.

OREGON. — Eight hours constitute a day's labor on public roads.

PENNSYLVANIA. — Eight hours of labor shall be deemed and held to be a legal day's work in all cases of labor and service by the day where there is no agreement or contract to the contrary. This does not apply to farm or agricultural labor or service by the year, month, or week.

Eight hours out of the twenty-four shall make and constitue a day's labor for all mechanics, workmen, and laborers in the

employ of the State, or of any municipal corporation therein, or otherwise engaged on public works; this shall be deemed to apply to mechanics, workingmen, of laborers in the employ of persons contracting with the State or any municipal corporation therein, for the performance of public work.

PORTO RICO.—No laborer is compelled to work more than eight hours per day on public works.

SOUTH DAKOTO. — For labor on public high ways, day's work is fixed at eight hours.

TENNESSEE. — Eight hours shall be a day's work upon the highways.

TEXAS. — Eight hours constitue a day's work on public highways.

UTAH — Eight hours constitue a day's work upon all public works and in all underground mines or workings, smeltern das, all other institutions for the reduction or refining of ores.

WASHINGTON. — Eight hours in any calendar day shall constitute a day's work on any work done for the State, county, or municipality. In cases of extraordinary emergency, overtime may be worked for extra pay.

WEST VIRGINIA. — Eight hours shall constitute a day's work for all laborers, workmen, and mechanics who way be employed by or on behalf of the State.

WISCONSIN. — In all engagements to labor in any manufacturing or mechanical business, where there is no express contract to the contrary, a day's work shall consist of eight hours; but the law does not apply to contracts for labor by the week, month, or year. In all manufactories, workshops, or other places used for mechanical or manufacturing purposes, childern under eighteen years of age and women may mot be compelled to work over eight hours a day. Eight constitute a day's labor on public highways.

WYOMING. — Eight hours' actual work constitute a legal day's work in all mines, State and municipal works.

UNITED STATES. — Eight hours shall constitute a day's work for all laborers, workmen, and mechanies who may be employed by or on behalf of the United States. »

As you will be able to judge from a perusal of the above table, in many if not all the cases,the two contracting parties, employer and employé, may contract themselves out of the law. This

feature, in all cases where it exists, virtually, aye,actually emas culates the law.

As to the shortening of the hours of work as the result of strikes, it would be venturesome to speak. In my annual report for 1905, recently published by the Bureau, I sketched the facts concerning the capitalist connection of the A. F. of L. Connecting with what I said then,I will add now that it often is next to impossible to determine what the issue of a strike for shorter hours has been.The lieutenants of the capitalist class engineer these strikes with great frequency in obedience to orders from some employer who wishes to injure a competitor. As a result « victories » are often declared that are defeats in fact. On the whole I should say that 9 hours is the ordinary length of the day. In many industries the hours are longer ; in some they are normally 8.

Daniel De Leon

for the « Socialist Labor Party. »

ERRATA

P. 3, au lieu de VAILALNT, lire VAILLANT.

P. 13, l. 24, lire : plus de 10 heures *62,9* (en 1872) et *51,6* (en 1884)

P. 20, l. 8 (à partir du bas de la page), au lieu de 127,381, lire 127,331.

P.29, l. 15 (en comptant à partir du bas de la page),au lieu de 54 h.en 28,3 %, lire : 57 h. en 28,3 %.

P. 29, l. 27, lire *dans* au lieu de : dans dans.

IM DEUTSCHEN TEXT :

Seite 39, zeile 16, amstatt *Buchdruckereigewerbe*, richtig : *Buchdruckereibranche.*